

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Bulletin officiel

Juillet 2011

Directeur de la publication : Guillaume Boudy
Rédactrice en chef : Pascale Compagnie
Secrétaire de rédaction : Éric Rouard
Contact : Véronique Van Temsche
Contact abonnement : Claude Gardeur

Imprimerie du ministère des Finances

Ministère de la Culture et de la Communication
Secrétariat général
Service des affaires financières et générales
Sous-direction des affaires immobilières et générales
Mission de la politique documentaire
182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : 50 €

ISSN : 1295-8670 (version imprimée)
ISSN : 2105-2441 (version en ligne)

SOMMAIRE

Mesures de publication et de signalisation

Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

- Page 7 Décision n° 0146-N du 26 juillet 2011 portant délégation de signature au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Création artistique - Administration générale

- Page 13 Arrêté du 6 juin 2011 portant nomination des membres du comité de sélection des candidats pour le titre de maître d'art.

Création artistique - Musique, danse, théâtre et spectacles

- Page 14 Décision du 7 avril 2011 portant délégation de signature à l'Opéra national de Paris.
- Page 15 Décision du 14 juin 2011 portant délégation de signature à l'Opéra national de Paris.

Éducation artistique - Enseignement - Recherche

- Page 15 Rectificatif de l'arrêté du 28 juin 2011 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (annule et remplace l'arrêté publié au *BO n° 199*).
- Page 16 Arrêté du 1^{er} juillet 2011 fixant la composition du comité technique paritaire commun aux écoles nationales supérieures d'architecture relevant du ministère de la Culture et de la Communication.
- Page 19 Arrêté du 6 juillet 2011 portant nomination des membres du jury et des examinateurs spécialisés des concours d'accès au corps des conservateurs du patrimoine organisés au titre de l'année 2011.

Médias et industries culturelles - Audiovisuel, cinématographie

- Page 20 Arrêté du 4 juillet 2011 portant nomination à la commission de classification des œuvres cinématographiques.
- Page 21 Arrêté du 5 juillet 2011 portant nomination à la commission de classification des œuvres cinématographiques.

Médias et industries culturelles - Livre et lecture

- Page 21 Arrêté du 18 juillet 2011 portant nomination du président de la commission Littérature jeunesse du Centre national du livre.
- Page 21 Arrêté du 18 juillet 2011 portant nomination du président de la commission Roman du Centre national du livre.
- Page 21 Décision du 29 juillet 2011 portant attribution du label de librairie indépendante de référence.

Patrimoines - Administration générale

- Page 23 Arrêté du 1^{er} juillet 2011 portant nomination au sein du conseil scientifique du service à compétence nationale de la médiathèque de l'architecture et du patrimoine.

Patrimoines - Archéologie

- Page 23 Décision n° 2011-DG/11/053 du 7 juillet 2011 portant délégation de signature au directeur par intérim de l'interrégion Grand-Ouest et à ses principaux collaborateurs de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).
- Page 25 Décision n° 2011-DG/11/056 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature à la directrice interrégionale Centre - Île-de-France et à ses principaux collaborateurs de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).

Patrimoines - Architecture

- Page 27 Décision du 2 mai 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Maroun Khattar).
- Page 27 Décision du 18 mai 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M^{me} Khadija Boudhina).
- Page 28 Décision du 23 mai 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Nidhal Ben Abdallah).

Patrimoines - Monuments historiques

- Page 28 Convention du 27 janvier 2011 entre la Fondation du patrimoine et la SCI du Valcroissant pour la restauration de l'Abbaye de Valcroissant à Die (26150).
- Page 31 Arrêté du 11 juillet 2011 fixant la répartition territoriale des techniciens-conseils agréés pour les orgues protégées en application du Code du patrimoine.
- Page 31 Décision n° IL DREC-2011-08 du 18 juillet 2011 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.

Patrimoines - Musées

- Page 32 Décision n° 2011-09 du 1^{er} juillet 2011 portant délégation de signature à l'établissement public de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs-Élysées.
- Page 51 Arrêté du 8 juillet 2011 portant nomination à la commission des acquisitions du musée Rodin.
- Page 52 Décision n° DFJ/DAMT/2011/18 du 22 juillet 2011 portant délégation de signature au musée du Louvre.

Mesures d'information

Page 54 **Relevé de textes parus au *Journal officiel***

Page 62 **Réponses aux questions écrites**
(Assemblée nationale et Sénat)

Divers

Page 65 Liste des étudiants ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 11W).

Page 71 Liste des architectes diplômés d'État ayant obtenu l'habilitation à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en leur nom propre (Lot 11X).

Page 73 Liste des étudiants ayant obtenu le diplôme de paysagiste DPLG (ENSAP Lille) (Lot 11Y).

Page 73 Liste des étudiants ayant obtenu le diplôme d'architecte diplômé par le Gouvernement (Lot 11Z).

Page 75 Bulletin d'abonnement.

Mesures de publication et de signalisation

CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES-POMPIDOU

Décision n° 0146-N du 26 juillet 2011 portant délégation de signature au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Le président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Vu la loi n° 75-1 du 3 janvier 1975 modifiée portant création du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1351 du 24 décembre 1992 modifié portant statut et organisation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Vu le décret du 29 mars 2007 portant nomination de M. Alain Seban en qualité de président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou à compter du 2 avril 2007 ;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} août 2007 nommant M^{me} Agnès Saal, directrice générale du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou à compter du 27 août 2007 ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2009 nommant M. Bernard Blistène, directeur du département du développement culturel à compter du 12 janvier 2009 ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 novembre 2010 maintenant M. Alfred Pacquement en position de directeur du département du musée national d'Art moderne - Centre de création industrielle à compter du 1^{er} septembre 2010 et jusqu'au 31 août 2013 ;

Vu les décisions du président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou en date :

- du 17 décembre 2003 modifiée portant organisation des services du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

- du 22 juin 2005 nommant M. Vincent Poussou directeur de l'action éducative et des publics à compter du 20 juin 2005,

- du 4 septembre 2008 nommant M^{me} Bakta Thirode, administratrice du département du développement culturel à compter du 1^{er} août 2008,

- du 29 décembre 2008 nommant M^{me} Françoise Pams, directrice de la communication et des partenariats à compter du 8 décembre 2008,

- du 2 juin 2009, nommant M. Jean-Marc Auvray, directeur juridique et financier à compter du 1^{er} juin 2009,

- du 5 août 2009 nommant M. Nicolas Roche, directeur des éditions, à compter du 24 août 2009,

- du 19 mai 2010, nommant M^{me} Catherine Perdrial administratrice du musée national d'Art moderne - Centre de création industrielle à compter du 1^{er} juin 2010,

- du 14 juin 2010, nommant M. Daniel Guérin, directeur des ressources humaines à compter du 14 juin 2010,

- du 21 janvier 2011, nommant M. Alain Rossi, directeur des systèmes d'informations et télécommunications, à compter du 14 février 2011,

- du 8 mars 2011, nommant M. Tami Mouri, directeur du bâtiment et de la sécurité à compter du 1^{er} mars 2011,

- du 23 mars 2011, nommant M. Stéphane Guerreiro, directeur de la production à compter du 28 mars 2011,

Décide :

Art. 1^{er}. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain Seban, président, délégation de signature est donnée à M^{me} Agnès Saal, directrice générale, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées à l'article 8 du décret du 24 décembre 1992 susvisé et entrant dans le cadre de ses compétences.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Jean-Marc Auvray, directeur juridique et financier, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers, emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 90 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et les parrains ;

- les ordres de service d'un montant inférieur à 90 000 euros HT sur marchés notifiés ;

- les actes d'ordonnancement et de liquidation de dépenses et de recettes ;
- les certificats administratifs ;
- les ordres de mission ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les décisions de tarifs ;
- les copies certifiées conformes des contrats et conventions ;
- les attestations de service fait ;
- les nantissements de marché ;
- les décisions de rejet de candidatures et d'offres.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Marc Auvray, directeur juridique et financier, délégation de signature est donnée à M^{me} Anne Poperen, chef du service des finances et du contrôle de gestion, adjointe au directeur juridique et financier à l'effet de signer dans les mêmes limites, ces mêmes pièces à l'exception des ordres de mission et des décisions de tarifs.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Jean-Marc Auvray, directeur juridique et financier et de M^{me} Anne Poperen, chef du service des finances et du contrôle de gestion, adjointe au directeur juridique et financier, délégation de signature est donnée à M. Igor Boiko, adjoint au chef de service des finances et du contrôle de gestion, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité :

- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement et de liquidation de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 90 000 euros HT.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M^{me} Anne Poperen, chef du service des finances et du contrôle de gestion, adjointe au directeur juridique et financier et de M. Igor Boiko, adjoint au chef de service des finances et du contrôle de gestion, délégation de signature est donnée à M. Francis Trépout, responsable de pôle de gestion à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité :

- les actes de recettes d'un montant inférieur à 90 000 euros HT.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Jean-Marc Auvray, directeur juridique et financier et de M^{me} Anne Poperen, chef du service des finances et du contrôle de gestion, adjointe au directeur juridique et financier, délégation de signature est donnée à M^{me} Carol Thomas, chef du service de l'achat public

et à M^{me} Marie-Christine Alvès Condé, chef du service juridique et des archives, à l'effet de signer :

- les copies certifiées conformes des contrats et conventions ;
- les attestations de service fait ;
- les nantissements de marché ;
- les décisions de rejet de candidatures et d'offres.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Jean-Marc Auvray, directeur juridique et financier et de M^{me} Anne Poperen, chef du service des finances et du contrôle de gestion, adjointe au directeur juridique et financier, délégation de signature est donnée à M^{me} Marie-José Roumégoux, attachée de gestion au pôle de gestion, à l'effet de signer dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité :

- les attestations de service fait.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Alfred Pacquement, directeur du département du musée national d'Art moderne - Centre de création industrielle, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers, emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et les parrains ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement et de liquidation de dépenses et de recettes, d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 euros HT ;
- les certificats administratifs ;
- les copies certifiées conformes des contrats d'acquisition ;
- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alfred Pacquement, directeur du département du musée national d'Art moderne - Centre de création industrielle, délégation de signature est donnée à M^{me} Catherine Perdrial, administratrice du musée national d'Art moderne - Centre de création industrielle, à l'effet de signer dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Alfred Pacquement, directeur du département du

musée national d'Art moderne - Centre de création industrielle et de M^{me} Catherine Perdrial, administratrice du musée national d'Art moderne - Centre de création industrielle, délégation de signature est donnée à M^{me} Alexia Szumigala, responsable de la gestion administrative et financière du département, à l'effet de signer dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Alfred Pacquement, directeur du département du musée national d'Art moderne - Centre de création industrielle, de M^{me} Catherine Perdrial, administratrice du musée national d'Art moderne - Centre de création industrielle et de M^{me} Alexia Szumigala, responsable de la gestion administrative et financière du département, délégation de signature est donnée à M^{me} Séverine Monnier, assistante de gestion, à l'effet de signer dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Alfred Pacquement, directeur du département du musée national d'Art moderne - Centre de création industrielle, de M^{me} Catherine Perdrial, administratrice du musée national d'Art moderne - Centre de création industrielle, de M^{me} Alexia Szumigala, responsable de gestion administrative et financière du département, et de M^{me} Séverine Monnier, assistante de gestion, délégation de signature est donnée à M. Didier Schulmann, chef du service de la bibliothèque Kandinsky, et à M^{me} Nathalie Cissé, coordinateur prêts, acquisitions et gestion de la bibliothèque Kandinsky, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers, emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Art. 4. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Bernard Blistène, directeur du département du développement culturel, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers, emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et les parrains ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 euros HT ;

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard Blistène, directeur du département du développement culturel, délégation de signature est donnée à M. Roger Rotmann, directeur adjoint et à M^{me} Bakta Thirode, administratrice du département du développement culturel, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Bernard Blistène, directeur du département du développement culturel, de M. Roger Rotmann, directeur adjoint et de M^{me} Bakta Thirode, administratrice du département du développement culturel, délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Criqui, chef du service de la parole, à M. Serge Laurent, chef du service des spectacles vivants, et à M^{me} Sylvie Pras, chef du service des cinémas, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

- les attestations de service fait.

Art. 5. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Stéphane Guerreiro, directeur de la production, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, les décisions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les ordres de service d'un montant inférieur à 15 000 euros HT sur marchés notifiés ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement et de liquidation de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 euros HT ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les copies certifiées conformes.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane Guerreiro, directeur de la production, délégation de signature est donnée à M^{me} Laure Rolland, chef du service administratif et financier, adjointe au directeur de la production, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Stéphane Guerreiro, directeur de la production et de M^{me} Laure Rolland, chef du service administration et finances, adjointe au directeur de la production, délégation de signature est donnée à M. Bruno Rodriguez, adjoint au chef de service administratif et financier, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, décisions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement et de liquidation et de recettes, d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;
- les certificats administratifs ;

et pour le seul service administration et finances, à l'effet de signer dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Stéphane Guerreiro, directeur de la production et de M^{me} Laure Rolland, chef du service administration et finances, adjointe au directeur de la production, délégation de signature est donnée à M. Yvon Figueras, chef du service des manifestations, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, décisions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et les parrains ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Stéphane Guerreiro, directeur de la production et de M^{me} Laure Rolland, chef du service administration et finances, adjointe au directeur de la production, délégation de signature est donnée à M^{me} Laurie Szulc, chef du service audiovisuel, à M^{me} Annie Boucher, chef du service de la régie des œuvres, à M^{me} Valérie Millot, chef du service des collections par intérim, à M. Hugues Fournier-Montgieux, chef du service de la régie des salles, à l'effet de signer dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Art. 6. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Tami Mouri, directeur du bâtiment et de la sécurité, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les ordres de service d'un montant inférieur à 15 000 euros HT sur marchés notifiés ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement et de liquidation de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 euros HT ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Tami Mouri, directeur du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M. Sébastien Dugauguez, directeur adjoint au directeur du bâtiment et de la sécurité, chef du service du bâtiment, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Tami Mouri, directeur du bâtiment et de la sécurité et de M. Sébastien Dugauguez, directeur adjoint au directeur du bâtiment et de la sécurité, chef du service du bâtiment, délégation de signature est donnée à M^{me} Dany Culotti, responsable du pôle gestion, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les engagements y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;
- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Tami Mouri, directeur du bâtiment et de la sécurité et de M. Sébastien Dugauguez, directeur adjoint, chef du service du bâtiment, délégation de signature est donnée à M. Louis Corno, chef du service de sécurité, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant

recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;

- les certificats administratifs ;
- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Tami Mouri, directeur du bâtiment et de la sécurité et de M. Sébastien Dugauguez, directeur adjoint, chef du service du bâtiment, délégation de signature est donnée à M. Patrice Turlure, responsable du pôle conduite des installations techniques, à M. Emmanuel Haacke, responsable du pôle maîtrise d'ouvrage, à M. Bernard Espinasse, responsable du pôle travaux maintenance, à M. Patrick Lextra, responsable du pôle logistique d'aménagement, à M. Laurent Baron, responsable du pôle intendance, à M. Laurent Taubin, responsable du pôle technique, à M. Laurent Auvray, responsable du pôle opérationnel sûreté, à M. Denis Benoist, responsable du pôle opérationnel incendie, à l'effet de signer dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

- les attestations de service fait.

Art. 7. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Vincent Poussou, directeur des publics, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commande, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 euros HT ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Vincent Poussou, directeur des publics, délégation de signature est donnée à M^{me} Cléa Richon, directrice adjointe au directeur des publics, à l'effet de signer dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Vincent Poussou, directeur des publics, et de M^{me} Cléa Richon, directrice adjointe au directeur des publics, délégation de signature est donnée à M. Franck Moulai, chef du service du développement des publics, à M^{me} Josée Chapelle, chef du service de l'information des publics et de la médiation, à M. Benoît Sallustro, chef du service de l'accueil des publics, à M^{me} Nicole Richy, déléguée au développement touristique, à M. Mathias Tronqual, chef du service de l'action

éducative et de la programmation publics jeunes, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

- les attestations de service fait.

Art. 8. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Nicolas Roche, directeur des éditions, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commande, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement et de liquidation de dépenses et de recettes, d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 euros HT ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Nicolas Roche, directeur des éditions, délégation de signature est donnée à M. Jean-Christophe Claude, chef du service éditorial, directeur adjoint des éditions, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Nicolas Roche, directeur des éditions et de M. Jean-Christophe Claude, chef du service éditorial, directeur adjoint des éditions, délégation de signature est donnée à M^{me} Nicole Parmentier, responsable de pôle dépenses, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Nicolas Roche, directeur des éditions, et de M. Jean-Christophe Claude, chef du service éditorial, directeur adjoint des éditions, délégation de signature est donnée à M. Matthias Battestini, responsable du pôle recettes, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commande, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et les parrains ;
- les actes d'ordonnancement et de liquidation de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;
- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Nicolas Roche, directeur des éditions, et de M. Jean-Christophe Claude, chef du service éditorial, directeur adjoint des éditions, délégation de signature est donnée à M^{me} Claudine Guillon, attachée principale au service de l'iconographie et de la gestion des droits, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les courriers de négociation des droits de reproduction des images pour la France et l'étranger ;
- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Nicolas Roche, directeur des éditions, et de M. Jean-Christophe Claude, chef du service éditorial, directeur adjoint des éditions, délégation de signature est donnée à M^{me} Françoise Marquet, responsable du pôle éditorial, à M^{me} Marie-Sandrine Cadudal, chef du service commercial, à M. Benoît Collier, responsable du pôle commercial, à M^{me} Josiane Peperty, responsable du pôle ventes et stocks, à M^{mes} Bernadette Borel et Audrey Chenu et à MM. Patrice Henry et Martial Lhuillery, chefs du pôle de fabrication, à M^{me} Emmanuelle Bermes, responsable du pôle éditorial Internet et Centre Pompidou virtuel, à M^{me} Rose-Marie Ozcelik, assistante juridique chargée des droits sur Internet, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

- les attestations de service fait.

Art. 9. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M^{me} Françoise Pams, directrice de la communication et des partenariats, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 euros HT ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Françoise Pams, directrice de la communication et des partenariats, délégation de signature est donnée à M. Marc-Antoine Chaumien, directeur adjoint à la directrice de la communication et des partenariats et à M^{me} Stéphanie Hussonnois-Bouhayati, directrice adjointe à la directrice de la communication et des partenariats, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M^{me} Françoise Pams, directrice de la communication et des partenariats, de M. Marc-Antoine Chaumien, directeur adjoint à la directrice de la communication et des partenariats et de M^{me} Stéphanie Hussonnois-Bouhayati, directrice adjointe à la directrice de la communication et des partenariats, délégation de signature est donnée à M. Yann Bréheret, responsable du pôle gestion, à l'effet de signer dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Françoise Pams, directrice de la communication et des partenariats, délégation de signature est donnée à M. Alexandre Colliex, délégué aux relations internationales, à l'effet de signer dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Art. 10. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Daniel Guérin, directeur des ressources humaines, à l'effet de signer tous actes, décisions et correspondances relatifs à la gestion des personnels du centre, notamment :

- les contrats et décisions de recrutement à durée déterminée n'excédant pas une durée de 12 mois ;
- les documents nécessaires à la paye du personnel, sans limitation de montant ;
- les décisions d'attribution d'aide sociale exceptionnelle ;
- les décisions d'ouverture de droits aux différentes allocations pour perte d'emploi ;
- les actes relatifs à la formation du personnel ;

et dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 euros HT ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel Guérin, directeur des ressources humaines, délégation

de signature est donnée à M. Michel Enault, chef du service des carrières et de la formation, directeur adjoint au directeur des ressources humaines, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel Guérin, directeur des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M^{me} Rabiâ Belaouda, responsable du pôle gestion, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Art. 11. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Alain Rossi, directeur des systèmes d'information et télécommunications, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les actes d'ordonnancement de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 euros HT ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain Rossi, directeur des systèmes d'information et télécommunications, délégation de signature est donnée à M. Huynh Thien Trieu, chef du service de l'exploitation et des réseaux, adjoint au directeur des systèmes d'information et télécommunications, à l'effet de signer dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

Art. 12. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Yann Bréheret, responsable de la gestion administrative et financière, à l'effet de signer :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;

- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 euros HT ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de service fait.

Art. 13. - La présente décision annule et remplace toutes décisions de délégation de signature antérieures et prend effet à compter du 20 juillet 2011.

Art. 14. - La directrice générale est chargée de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre national d'art
et de culture Georges-Pompidou,
Alain Seban

CRÉATION ARTISTIQUE – ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Arrêté du 6 juin 2011 portant nomination des membres du comité de sélection des candidats pour le titre de maître d'art.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009, relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 17 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de la direction générale de la création artistique ;

Vu l'arrêté du 3 août 2004 relatif au conseil des métiers d'art et à la mission des métiers d'art,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Il est créé auprès du conseil des métiers d'art un comité de sélection chargé d'émettre un avis sur la sélection des candidats pour le titre de maître d'art.

Art. 2. - Le comité est constitué de :

* Membres du conseil des métiers d'art :

- M. Étienne Vatelot, expert luthier, président d'honneur du conseil des métiers d'art ;
- M^{me} Marcelle Guillet Lubrano, parurier floral ;
- M^{me} Anne-Lise Courchay, relieur ;
- M. Gérard Desquand, graveur héraldiste, enseignant à l'école Estienne ;
- M. Alain Lardet, président des Designers Day's ;

- M. Jacques Loire, maître verrier, président de la commission de sélection des maîtres d'art ;
- M. Rafik Mahiout, maroquinier ;
- M. Raymond Massaro, bottier ;
- M^{me} Annie Schneider, écrivain, conceptrice de séries documentaires « métiers d'art » ;
- M^{me} Françoise Seince, directrice des Ateliers de Paris.

* Membres invités au titre d'expert :

- M^{me} Marie-Pierre Bel Gary, bronzier d'art ;
- M. Pierre-Marie Bernard, joaillier, enseignant à l'école de bijouterie, joaillerie, orfèvrerie ;
- M. Renato Boaretto, facteur d'automates ;
- M^{me} Marie-Madeleine Boucraut, céramiste ;
- M. Christian Bramsen, éditeur d'art, imprimeur lithographe ;
- M. Daniel Cambour, bijoutier joaillier ;
- M. Pierre Charial, noteur orgues de barbarie ;
- M. Gilles Chausse, chef du service ébénisterie du Mobilier national ;
- M^{me} Chantal Creste, inspecteur de la création artistique chargée du graphisme, ministère de la Culture et de la Communication, direction générale de la création artistique ;
- M. René Denoor, tailleur de pierre ;
- M^{me} Dominique Duchemin, maître verrier ;
- M^{me} Isabelle Emmerique, laqueur, enseignante à l'École nationale supérieure des arts appliqués et des métiers d'art ;
- M. Denis Garcia, directeur du Centre européen de recherches et de formation aux arts verriers ;
- M. Nicolas Gendron, horloger ;
- M^{me} France Hugué, mosaïste ;
- M. Hubert Lacroix, fondeur d'art ;
- M. Jacques L' Haridon, ébéniste ;
- M^{me} Véronique Milande, établissement public Sèvres - Cité de la céramique ;
- M. Fernando Moreira, bronzier d'art ;
- M. Jean Perrottet, architecte ;
- M^{me} Bernadette Pinet Cuoq, présidente déléguée de l'Union française de bijouterie, joaillerie, orfèvrerie ;
- M. Éric Quentin, expert artisanat des métaux ;
- M. Jean-Jacques Rampal, luthier ;
- M. Pierre Reverdy, coutelier d'art ;
- M^{me} Catherine Rivière, créatrice d'automates ;
- M^{me} Monique Roncel, éditeur d'art, imprimeur typographe ;

- M. Yves Sabourin, inspecteur de la création artistique chargé du textile et du cuir, ministère de la Culture et de la Communication, direction générale de la création artistique ;
- M^{me} Olga Saurat, ancienne présidente des Meilleurs ouvriers de France ;
- M. René Tazé, graveur d'art.

Art. 3. - Les avis de ce comité sont remis au conseil des métiers d'art.

Art. 4. - Le directeur général de la création artistique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur adjoint, chargé des arts plastiques,
Jean-Pierre Simon

CRÉATION ARTISTIQUE - MUSIQUE, DANSE, THÉÂTRE ET SPECTACLES

Décision du 7 avril 2011 portant délégation de signature à l'Opéra national de Paris.

Le directeur de l'Opéra national de Paris,

Vu le décret n° 94-111 du 5 février 1994 fixant le statut de l'Opéra national de Paris modifié par les décrets n° 2007-64 du 17 janvier 2007 et n° 2008-9 du 2 janvier 2008 ;

Vu le décret du 24 juillet 2009 portant nomination de M. Nicolas Joel aux fonctions de directeur de l'Opéra national de Paris ;

Vu le décret n° 62-1567 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 191 ;

Vu la délégation de signature de M. Dominique Legrand du 1^{er} août 2009,

Décide :

Art. 2. - Complément

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Dominique Legrand et de M^{me} Christelle Richard, sans que cette condition soit opposable aux tiers, délégation de signature est donnée, dans les conditions visées à l'article 1, à l'exception de la partie du budget relevant du service intérieur, à M^{me} Nicole Bouy.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Dominique Legrand et de M^{mes} Christelle Richard et M^{me} Nicole Bouy, sans que cette condition soit opposable aux tiers, délégation de signature est donnée, dans les conditions visées à l'article 1, à l'exception de la partie du budget du service intérieur, à M^{me} Brigitte Gonse.

Le directeur de l'Opéra national de Paris,
Nicolas Joel

Décision du 14 juin 2011 portant délégation de signature à l'Opéra national de Paris.

Le directeur de l'Opéra national de Paris,

Vu le décret n° 94-111 du 5 février 1994 fixant le statut de l'Opéra national de Paris modifié par les décrets n° 2007-64 du 17 janvier 2007 et n° 2008-9 du 2 janvier 2008 ;

Vu le décret du 24 juillet 2009 portant nomination de M. Nicolas Joel aux fonctions de directeur de l'Opéra national de Paris ;

Vu le décret n° 62-1567 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 191,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation permanente de signature est donnée à M. Jean-Louis Blanco, directeur administratif et financier de l'Opéra national de Paris, à effet de signer, dans la limite des budgets notifiés à la direction administrative et financière :

* En dépenses :

- les engagements de dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des ordres de mission ;
- toute attestation de service fait et les liquidations dès lors qu'elles n'excèdent pas le montant de l'engagement juridique initial ;
- les attestations de présence du personnel rattaché à la direction administrative et financière ;
- les certificats administratifs de perte.

* En recettes :

- les recettes d'un montant inférieur à 15 000 euros HT.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Louis Blanco, sans que cette condition soit opposable aux tiers, délégation de signature est donnée, dans les conditions visées à l'article 1 à M^{lle} Corinne Koukoui, à l'exception du budget réservé au service informatique.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Louis Blanco, sans que cette condition soit

opposable aux tiers, délégation de signature est donnée à M. Jean-Christophe Hubert pour signer, dans le cadre du budget réservé au service informatique :

* En dépenses :

- les engagements de dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euro HT ;
- toute attestation de service fait et les liquidations, dès lors qu'elles n'excèdent pas le montant de l'engagement juridique initial.

* En recettes :

- les recettes d'un montant inférieur à 15 000 euros HT.

Art. 2. - Cette délégation annule et remplace celle du 1^{er} août 2009.

Pour le directeur de l'Opéra national de Paris et par délégation :
Le directeur adjoint,
Christophe Tardieu

ÉDUCATION ARTISTIQUE - ENSEIGNEMENT - RECHERCHE

Rectificatif de l'arrêté du 28 juin 2011 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (annule et remplace l'arrêté publié au BO n° 199).

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment ses articles 10 et 43 ;

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 752-1 ;

Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 2005 relatif aux cycles de formation des études d'architecture conduisant au diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et au diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master ;

Vu l'avis donné par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche les 19 avril et 21 juin 2010,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - L'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine est habilitée à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence pour une durée de quatre ans à compter de la rentrée universitaire 2009-2010.

Art. 2. - L'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine est habilitée à délivrer le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master pour une durée de quatre ans à compter de la rentrée universitaire 2009-2010.

Art. 3. - Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle et le directeur adjoint au directeur général des patrimoines, chargé de l'architecture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur adjoint au directeur général des patrimoines,
en charge de l'architecture,

Bertrand-Pierre Galey

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général pour l'enseignement supérieur
et l'insertion professionnelle,

Patrick Hetzel

Arrêté du 1^{er} juillet 2011 fixant la composition du comité technique paritaire commun aux écoles nationales supérieures d'architecture relevant du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant

dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires de la fonction publique de l'État ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010, organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 9 avril 2010 relatif à l'organisation de second tours de scrutin dans le cadre de la consultation électorale organisée au ministère chargée de la culture ;

Vu l'arrêté du 11 juin 2010 fixant le nombre de sièges attribués à l'issue du second tour de scrutin aux organisations syndicales représentatives au sein des comités techniques paritaires des établissements publics à caractère administratif sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 11 juin 2010 fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales représentatives au sein du comité technique paritaire commun aux écoles nationales supérieures d'architecture relevant du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu les courriers des secrétaires généraux CFDT-Culture, CGT-Culture, SUD-Culture Solidaires, UNSA, en date des 29 septembre 2010, 27 octobre 2010, 1^{er} décembre 2010, 21 janvier 2011 et 4 février 2011 ;

Vu la désignation de M^{me} Maryline Laplace, en qualité de membre titulaire représentant l'administration,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont désignés comme représentants de l'administration :

(tableau page suivante)

| Titulaires | Suppléants |
|---|--|
| M. Bertrand-Pierre Galey Directeur, adjoint au directeur général des patrimoines (président du CTP) | M ^{me} Bénédicte Lefeuvre Chargée de la sous-direction des affaires financières et générales |
| M. Philippe Bélaval Directeur général des patrimoines | M ^{me} Brigitte Téhoval Chef de la mission dialogue social |
| M ^{me} Maryline Laplace Sous-directrice de l'enseignement supérieur et de la recherche en architecture | M ^{me} Marie-Josèphe El Khal Chef du bureau de la coordination et du pilotage du réseau des écoles |
| M. Christian Nègre Sous-directeur des politiques de ressources humaines et des relations sociales | M ^{me} Claudie Viatte Adjointe au sous-directeur de l'enseignement supérieur et de la recherche en architecture |
| M ^{me} Nathalie Mezureux Directrice de l'École nationale supérieure d'architecture de Lyon | M. Alain Derey Directeur de l'École nationale supérieure d'architecture de Marne-la-Vallée |
| M. Jean-Pierre Bobenriether Directeur de l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville | M ^{me} Marie Minier Directrice de l'École nationale supérieure d'architecture de Bretagne |
| M. Philippe Bach Directeur de l'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg | M. Paul Léandri Directeur de l'École nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand |
| M. Martin Chénot Directeur de l'École nationale supérieure d'architecture de Saint-Étienne | M. Vincent Michel Directeur de l'École nationale supérieure d'architecture de Versailles |
| M. Jean-Michel Knop Directeur de l'École nationale supérieure d'architecture de Grenoble | M. Philippe Bataille Directeur de l'École nationale supérieure d'architecture de Nantes |
| M. Jean-Claude Moreno Directeur de l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine | M. Guy Amsellem Directeur de l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette |

Art. 2. - Sont désignés comme représentants du personnel :

| Titulaires | Suppléants |
|--|--|
| CFDT-Culture | |
| M ^{me} Marie Édith Breton École nationale supérieure d'architecture de Nantes | M ^{me} Rosine Cohu École nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette |
| M ^{me} Guillemette Morel Journal École nationale supérieure d'architecture de Marne-la-Vallée | M. Richard Sabatier École nationale supérieure d'architecture de Versailles |
| M ^{me} Béatrice Bonacchi École nationale supérieure d'architecture de Grenoble | M ^{me} Michèle Palmyre École nationale supérieure d'architecture de Marne-la-Vallée |
| CGT-Culture | |
| M ^{me} Colette Ioan École nationale supérieure d'architecture de Grenoble | M ^{me} Betty Bimont École nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine |
| M. Jean-François Delhoume École nationale supérieure d'architecture de Marseille | M ^{me} Bernadina Haas École nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais |
| M. Maxime Viste École nationale supérieure d'architecture de Lille | M. Christian Morandi École nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette |
| M. Lionel Jouin École nationale supérieure d'architecture de Rennes | M ^{me} Nadine Riou École nationale supérieure d'architecture de Versailles |
| M. Dominique Dehais École nationale supérieure d'architecture de Rennes | M ^{me} Yolande Lamarain École nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine |
| SUD-Culture Solidaires | |
| M. Patrick Bottier École nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette | M. Nabil Beyhum École nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine |
| UNSA | |
| M ^{me} Françoise Coulon École nationale supérieure d'architecture de Marseille | M. Franck Provitolo École nationale supérieure d'architecture de Marne-la-Vallée |

Art. 3. - L'arrêté fixant la composition du comité technique paritaire commun aux écoles nationales supérieures d'architecture en date du 7 février 2011 est abrogé.

Art. 4. - Le directeur général des patrimoines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Pour le ministre de la Culture et de la Communication et par délégation :
Le directeur général des patrimoines,
Philippe Bélaval

Arrêté du 6 juillet 2011 portant nomination des membres du jury et des examinateurs spécialisés des concours d'accès au corps des conservateurs du patrimoine organisés au titre de l'année 2011.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 90-404 du 16 mai 1990 modifié portant statut particulier du corps des conservateurs du patrimoine ;

Vu le décret n° 2008-288 du 27 mars 2008 fixant les modalités d'organisation des concours pour le recrutement des conservateurs territoriaux du patrimoine, notamment l'article 9 ;

Vu l'arrêté du 8 novembre 2007 fixant les modalités des concours d'accès au corps des conservateurs du patrimoine ;

Vu l'arrêté du 15 mars 2011 autorisant au titre de l'année 2011 l'ouverture de concours de recrutement de conservateurs stagiaires du patrimoine,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Le jury du concours externe et du concours interne d'accès au corps des conservateurs du patrimoine, organisés au titre de l'année 2011, est ainsi composé :

* Membres des corps des conservateurs ou des conservateurs généraux du patrimoine ou des corps des conservateurs et des conservateurs généraux du patrimoine de la ville de Paris ou du cadre d'emplois des conservateurs territoriaux du patrimoine :

- M^{me} Bazzoni (Frédérique), conservatrice en chef du patrimoine,
- M. Brejon de Lavergnée (Arnauld), conservateur général du patrimoine,
- M^{me} Férault (Marie-Agnès), conservatrice en chef du patrimoine,
- M^{me} Hellal (Salima), conservatrice territoriale du patrimoine.

* Personnalités scientifiques et universitaires :

- M. Cassegrain (Guillaume), maître de conférences, vice-président,
- M^{me} Heullant-Donat (Isabelle), professeure des universités,
- M. Rinuy (Paul-Louis), professeur des universités,
- M^{me} Rousteau-Chambon (Hélène), maître de conférences.

* Personnalités qualifiées :

- M. Galltot (Gérard), conseiller général du canton d'Audeux (Doubs),
- M. Jacob (Jean-Paul), conservateur général du patrimoine, président,

- M^{me} Macé de Lépinay (Hélène), conseiller de Paris,
- M. Mairot (Philippe), conservateur en chef territorial du patrimoine.

Art. 2. - Sont désignés en qualité d'examinateurs spécialisés pour la deuxième épreuve d'admissibilité et la première épreuve d'admission du concours externe et du concours interne :

- M^{me} Arnauld (Marie-Charlotte), directrice de recherche au CNRS,
- M^{me} Benoit (Agnès), conservatrice en chef du patrimoine,
- M^{me} Brac de la Perrière (Éloïse), maître de conférences,
- M. Brunel (Ghislain), conservateur en chef du patrimoine,
- M. Chevallier (Denis), conservateur en chef du patrimoine,
- M^{me} Colonna (Cécile), conservatrice du patrimoine,
- M. Dassas (Frédéric), conservateur du patrimoine,
- M. Depaepe (Pascal), directeur scientifique et technique à l'Institut national de recherches archéologiques préventives,
- M^{me} Di Piazza (Anne), chargée de recherches au CNRS,
- M^{me} Ferriot (Dominique), professeure des universités,
- M. Garcia (Dominique), professeur des universités,
- M^{me} Gauthier (Catherine), conservatrice territoriale du patrimoine,
- M. Guillouët (Jean-Marie), maître de conférences,
- M. Gutierrez (Manuel), maître de conférences,
- M. Héron (Claude), attaché de conservation du patrimoine,
- M. Lefebvre (Éric), conservateur du patrimoine,
- M^{me} Limousin (Isabelle), conservatrice du patrimoine,
- M. Papet (Édouard), conservateur en chef du patrimoine,
- M^{me} Pargamin (Judith), conservatrice territoriale du patrimoine,
- M^{me} Parlier-Renault (Édith), professeure des universités,
- M. Robert (Renaud), professeur des universités,
- M. Rousseau (Emmanuel), conservateur en chef du patrimoine,
- M^{me} Valbelle (Dominique), professeure des universités.

Art. 3. - Sont désignés en qualité d'examinateurs spécialisés pour les épreuves de langue du concours externe et du concours interne :

* Allemand :

- M^{me} Ritte (Romy), professeure,
- M. Ebert (Matthias), professeur.

* Anglais :

- M. Alvarez Zubillaga (Emmanuel), professeur agrégé,
- M^{me} Klein (Laure), professeure agrégée,
- M^{me} Rovera (Catherine), maître de conférences,
- M. Shelledy (Maxime), professeur agrégé,
- M^{me} Sutton (Alexiane), professeure agrégée,
- M. Vaudin (Matthieu), professeur agrégé.

* Arabe :

- M^{me} Lorenzin (Marie), professeure agrégée,
- M^{me} Tardy (Sophie), professeure agrégée, inspectrice d'académie.

* Chinois :

- M. Liu (Michel), professeur agrégé,
- M. Li (Yanru), professeur agrégé.

* Espagnol :

- M^{me} Krainik (Pascale), professeure certifiée,
- M^{me} Teruggi (Laura), professeure.

* Grec ancien :

- M. Brethes (Romain), professeur agrégé,
- M. Navaud (Guillaume), professeur agrégé.

* Hébreu ancien :

- M^{me} Gorea-Autexier (Maria), maître de conférences,
- M. Tedghi (Joseph), professeur des universités.

* Italien :

- M. Luglio (Davide), maître de conférences,
- M^{me} Pias (Giuliana), maître de conférences.

* Japonais :

- M^{me} Hallé (Fusako), professeure certifiée,
- M^{me} Ishikawa (Yumiko), directrice pédagogique de l'Institut de langue japonaise de Shinjuku.

* Latin :

- M^{me} Morzadec (Françoise), maître de conférences,
- M. Viard (Renaud), professeur agrégé.

* Russe :

- M^{me} Caillon-Nekritch (Christine), professeure agrégée,
- M^{me} Melnik-Ardin (Odile), professeure agrégée.

Art. 4. - En cas d'impossibilité pour le président de poursuivre sa mission, il serait remplacé par M. Cassegrain (Guillaume), vice-président.

Art. 5. - Le secrétaire général du ministère de la Culture et de la Communication et le directeur de l'Institut national du patrimoine sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre de la Culture et de la Communication :
Le chef du service des ressources humaines,
Alain Triolle

MÉDIAS ET INDUSTRIES CULTURELLES - AUDIOVISUEL, CINÉMATOGRAPHIE

Arrêté du 4 juillet 2011 portant nomination à la commission de classification des œuvres cinématographiques.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Vu le Code du cinéma et de l'image animée, notamment son article L. 211-1 ;

Vu le décret n° 90-174 du 23 février 1990 modifié pris pour l'application des articles 19 à 22 du Code de l'industrie cinématographique et relatif à la classification des œuvres cinématographiques, notamment son article 1^{er} ;

Vu l'arrêté du 17 mars 2010 portant nomination des membres de la commission de classification des œuvres cinématographiques,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont nommés, membres de la commission de classification des œuvres cinématographiques, pour la durée du mandat restant à courir, en tant que membres choisis parmi les personnalités de la profession cinématographique, désignés après consultation des principales organisations ou associations de cette profession et de la critique cinématographique :

- M^{me} Véra Belmont, membre titulaire ;
- M^{me} Denise Petitdidier, première suppléante ;
- M. David Kods, deuxième suppléant.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Frédéric Mitterrand

Arrêté du 5 juillet 2011 portant nomination à la commission de classification des œuvres cinématographiques.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du cinéma et de l'image animée, notamment son article L. 211-1 ;

Vu le décret n° 90-174 du 23 février 1990 modifié pris pour l'application des articles 19 à 22 du Code de l'industrie cinématographique et relatif à la classification des œuvres cinématographiques, notamment son article 1^{er} ;

Vu l'arrêté du 17 mars 2010 portant nomination des membres de la commission de classification des œuvres cinématographiques,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Kévin Guégan est nommé, pour la durée du mandat restant à courir, membre de la commission de classification des œuvres cinématographiques prévue par le décret du 23 février 1990 susvisé, en qualité de premier suppléant, en tant que représentant du ministre chargé de la jeunesse, en remplacement de M^{me} Soraya Berichi, appelée à d'autres fonctions.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Frédéric Mitterrand

MÉDIAS ET INDUSTRIES CULTURELLES - LIVRE ET LECTURE

Arrêté du 18 juillet 2011 portant nomination du président de la commission Littérature jeunesse du Centre national du livre.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 93-397 du 19 mars 1993 modifié relatif au Centre national du livre, notamment ses articles 10 et 12,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M^{me} Marie Sellier est nommée présidente de la commission Littérature jeunesse du Centre national du livre.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Par délégation :

Le directeur général des médias et des industries culturelles,
Laurence Franceschini

Arrêté du 18 juillet 2011 portant nomination du président de la commission Roman du Centre national du livre.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 93-397 du 19 mars 1993 modifié relatif au Centre national du livre, notamment ses articles 10 et 12,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Daniel Rondeau est nommé président de la commission Roman du Centre national du livre.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Par délégation :

Le directeur général des médias et des industries culturelles,
Laurence Franceschini

Décision du 29 juillet 2011 portant attribution du label de librairie indépendante de référence.

NOR : MCCE1120113S

Le ministre de la Culture et de la Communication, sur le rapport du président du Centre national du livre,

Vu le Code général des impôts, notamment son article 1464-I ;

Vu le décret n° 2009-395 du 8 avril 2009 relatif au label de librairie indépendante de référence ;

Vu l'avis de la Commission instituée à l'article 3 du décret n° 2009-395 du 8 avril 2009 en date du 22 juin 2011,

Décide :

Art. 1^{er}. - Le label de librairie indépendante de référence est attribué, conformément à l'article 2 du décret du 8 avril 2009 susvisé, aux établissements de librairie dont la liste figure en annexe à la présente décision.

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication
Frédéric Mitterrand

Annexe

Librairie indépendante de référence : liste des établissements labellisés en 2011

| Région | Dpt. | Ville | Établissement | N° SIRET |
|----------------------------|------|--------------------------|---------------------------|----------------|
| Aquitaine | 24 | Bergerac | La Colline aux Livres | 49464124400012 |
| Aquitaine | 33 | Andernos-les-Bains | Le Jardin des Lettres | 44110158100029 |
| Basse-Normandie | 61 | Flers | Quartier Libre | 51171453700012 |
| Basse-Normandie | 61 | Mortagne-au-Perche | Le Goût des Mots | 49854452700019 |
| Bourgogne | 58 | Nevers | Le Cypres | 40289177400026 |
| Bretagne | 22 | Paimpol | Librairie du Renard | 47797246700013 |
| Bretagne | 35 | Rennes | M'enfin | 50273126800012 |
| Île-de-France | 91 | Gif-sur-Yvette | Liragif | 42324738600026 |
| Île-de-France | 92 | Levallois-Perret | Les Beaux Titres | 50529941200013 |
| Île-de-France | 75 | Paris | Ignazi | 38490033800011 |
| Île-de-France | 75 | Paris | La Belle Lurette | 32934801500010 |
| Île-de-France | 75 | Paris | Librairies Bedi Thomas | 55203527100014 |
| Île-de-France | 75 | Paris | Shakespeare and Company | 30558841000012 |
| Île-de-France | 75 | Paris | La Libreria | 48922344600019 |
| Île-de-France | 75 | Paris | Jonas | 31926680500013 |
| Île-de-France | 75 | Paris | Librairie des Batignolles | 50785713400013 |
| Île-de-France | 75 | Paris | Texture | 50433460800016 |
| Île-de-France | 77 | Vaux-le-Penil | Vaux Livres | 48264549600019 |
| Île-de-France | 93 | Les Lilas | Folies d'encre | 42351816600016 |
| Île-de-France | 94 | Saint-Mandé | Mots et Motions | 48533340500018 |
| Île-de-France | 78 | Sartrouville | L'arbre à Lire | 49774284100016 |
| Île-de-France | 78 | Voisins-le-Bretonneux | Lettres Voisines | 44843349000019 |
| Languedoc-Roussillon | 30 | Nîmes | Aux lettres de mon moulin | 43138214200021 |
| Languedoc-Roussillon | 34 | Montpellier | Le Grain des mots | 37935798100024 |
| Languedoc-Roussillon | 34 | Montpellier | Sauramps Odyssée | 51021223600010 |
| Languedoc-Roussillon | 34 | Bédarieux | Librairie des Sources | 47769299000013 |
| Languedoc-Roussillon | 48 | Saint-Chély d'Apcher | Le Rouge et le Noir | 39063603300016 |
| Lorraine | 54 | Nancy | Didier | 31615348500016 |
| Lorraine | 57 | Metz | Hisler-BD | 49852891800010 |
| Lorraine | 88 | Neufchâteau | Lambert | 49104382400011 |
| Midi-Pyrénées | 31 | Toulouse | Études | 35251742900028 |
| Midi-Pyrénées | 31 | Toulouse | L'autre Rive | 50372845300013 |
| Midi-Pyrénées | 81 | Gaillac | Noir Sur Blanc | 35165516200011 |
| Pays de la Loire | 49 | Angers | Richer | 05820030400010 |
| Pays de la Loire | 49 | Saumur | Le Livre A Venir | 50410688100023 |
| Pays de la Loire | 53 | Laval | Jeux Bouquine | 51465692500013 |
| Poitou-Charentes | 17 | Royan | Librairie Du Rivage | 48127998200013 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 13 | Marseille | Saint-Paul | 06280318400027 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 13 | Salon-de-Provence | Le Grenier d'Abondance | 49938840300010 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 84 | Sainte-Cécile-les-Vignes | Feuilles des Vignes | 49032085000012 |
| Rhône-Alpes | 26 | Hauterives | Le Baz'Art Des Mots | 49814326200018 |
| Rhône-Alpes | 38 | Voiron | Chemain | 05850136200014 |
| Rhône-Alpes | 38 | Pontcharra | Bel'yserie | 50142244800016 |
| Rhône-Alpes | 42 | Saint-Étienne | Lune et l'autre | 49953094700013 |
| Rhône-Alpes | 69 | Lyon | À Titre d'Aile | 48483215900012 |
| Rhône-Alpes | 69 | Villeurbanne | Lettres à Croquer | 51176214800019 |

PATRIMOINES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Arrêté du 1^{er} juillet 2011 portant nomination au sein du conseil scientifique du service à compétence nationale de la médiathèque de l'architecture et du patrimoine.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Vu l'arrêté du 4 janvier 2000 érigeant la médiathèque de l'architecture et du patrimoine en service à compétence nationale, notamment son article 5,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont nommés membres du conseil scientifique du service à compétence nationale de la médiathèque de l'architecture et du patrimoine :

1° En qualité d'inspecteurs des patrimoines des spécialités architecture, archéologie, monuments et archives :

- M. Jean François Lagneau, pour la spécialité architecture ;
- M. Jean-Pierre Giraud, pour la spécialité archéologie ;
- M. Marc Botlan, pour la spécialité monuments historiques ;
- M^{me} Geneviève Etienne, pour la spécialité archives.

2° En qualité de conservateur du patrimoine :

- M^{me} Marie-Hélène Didier.

3° En qualité de conservateur des antiquités et objets d'art :

- M^{me} Anne-Cécile Tizon-Germe.

4° En qualité d'experts reflétant la pluralité des supports, des thèmes, des fonds et de la documentation conservés par la médiathèque de l'architecture et du patrimoine, dont deux spécialistes dans le domaine de la photographie et un spécialiste de la conservation préventive :

- M. Patrick Hoffsummer, professeur à l'université de Liège ;
- M. Dany Sandron, professeur à l'université de Paris-Sorbonne ;
- M. Olivier Bonfait, professeur à l'université de Provence-Aix-Marseille ;
- M. Christian Delporte, professeur à l'université de Versailles - Saint-Quentin-en-Yvelines ;
- M. Michel Poivert, professeur en histoire de l'art contemporain et de la photographie à l'université de Paris-Panthéon Sorbonne ;

- M^{me} Françoise Denoyelle, professeur à l'École nationale supérieure Louis Lumière ;
- M. Bertrand Lavédrine, directeur de recherches au Centre national de la recherche scientifique.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général des patrimoines,
Philippe Bélaval

PATRIMOINES - ARCHÉOLOGIE

Décision n° 2011-DG/11/053 du 7 juillet 2011 portant délégation de signature au directeur par intérim de l'interrégion Grand-Ouest et à ses principaux collaborateurs de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).

Le directeur général,

Vu le Code du patrimoine, et notamment ses articles L. 523-1 et suivants et R. 545-24 et suivants ;
Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;
Vu le décret n° 2002-450 du 2 avril 2002 modifié portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ;
Vu le décret du 11 janvier 2010 portant nomination du directeur général de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à M. Marc Talon, directeur par intérim de l'interrégion Grand-Ouest, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d'opération ;
- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé, à l'exception des accords-cadre ;

- les conventions de collaboration avec les responsables scientifiques d'opération désignés par l'État qui n'appartiennent pas au personnel de l'institut, ainsi que les conventions avec les experts ou spécialistes nécessaires à la réalisation des opérations d'archéologie préventive ;

- les conventions ponctuelles de coopération avec les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, hormis les conventions prévoyant le versement par l'institut de subventions et hormis les conventions de groupement avec un ou des opérateurs d'archéologie préventive pour répondre aux appels d'offres passés, aux fins de réalisation de fouilles, par les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé ;

- les actes d'engagement juridique passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale, d'un montant inférieur à 45 000 euros HT, concernant notamment les commandes - hors marché à bons de commande - ou les marchés et ordres de service, les décisions de poursuivre ou tous les actes d'exécution afférents ainsi que les contrats, à l'exception des baux, en matière de travaux, fournitures et services ;

- les bons de commande quel que soit leur montant s'inscrivant dans le cadre de marchés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction interrégionale ;

- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'institut placés sous l'autorité du directeur par intérim de l'interrégion et aux responsables scientifiques extérieurs ainsi que les états de frais et les demandes de remboursement de frais de ces agents et personnalités ;

- les conventions conclues avec des étudiants de l'enseignement supérieur ou des élèves scolaires, et l'établissement d'enseignement pour la réalisation de stages effectués au sein de la direction interrégionale et dont la gratification n'excède pas le seuil de 12,5 % du plafond de la sécurité sociale ;

- les actes et décisions relatifs à la rupture ou au terme des conventions de stage effectué au sein de la direction interrégionale ;

- les demandes d'avance périodique, les demandes d'avance spécifique et les demandes d'avance conventionnelle sur frais de fonctionnement de chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursement hebdomadaires de frais, les ordres de service permanents et les ordres de service temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;

- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain et les procès-verbaux de fin de chantier ;

- les procès-verbaux de réception des opérations de fouille et les décomptes généraux définitifs des travaux ;

- les autorisations de prises de vues photographiques et de tournage d'importance régionale ;

- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'interrégion.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc Talon, directeur par intérim de l'interrégion Grand-Ouest, délégation est donnée à M. Arnaud Dumas, adjoint administrateur auprès du directeur par intérim de l'interrégion Grand-Ouest, à l'effet de signer au nom du directeur par intérim de l'interrégion Grand-Ouest, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous les actes visés à l'article 1^{er}.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc Talon, directeur par intérim de l'interrégion Grand-Ouest et de M. Arnaud Dumas, adjoint administrateur auprès du directeur par intérim de l'interrégion Grand-Ouest, délégation est donnée à M. Michel Baillieu, adjoint scientifique et technique auprès du directeur par intérim de l'interrégion Grand-Ouest, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d'opération qui concernent les opérations d'archéologie préventive relevant de leur compétence ;

- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 250 000 euros HT ;

- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 250 000 euros HT, à l'exception des accords-cadre ;

- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain ;

- les procès-verbaux de fin de chantier ;

- les procès-verbaux de réception des opérations de fouille et les décomptes généraux définitifs des travaux ;

- les actes d'engagement juridique passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale, d'un montant inférieur à 45 000 euros HT, concernant notamment les commandes ou marchés et les ordres de service, les décisions de poursuivre ou tous les actes d'exécution afférents ainsi que les contrats, à l'exception des baux, en matière de travaux, fournitures et services ;

- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'institut placés sous l'autorité du directeur par intérim de l'interrégion et aux responsables scientifiques extérieurs ainsi que les états de frais et les demandes de remboursement de frais des agents placés sous l'autorité du directeur par intérim de l'interrégion.

Art. 4. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc Talon, directeur par intérim de l'interrégion Grand-Ouest et de M. Arnaud Dumas, adjoint administrateur auprès du directeur par intérim de l'interrégion Grand-Ouest, délégation est donnée à M^{me} Sylvie Pluton-Kliesch, à M. Marc Feller et à M. Pierre Chevet, tous trois adjoints scientifiques et techniques auprès du directeur par intérim de l'interrégion Grand-Ouest, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives :

- les projets d'opération qui concernent les opérations d'archéologie préventive relevant de leur compétence ;
- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain ;
- les procès-verbaux de réception des opérations de fouille et les décomptes généraux définitifs des travaux ;
- les procès-verbaux de fin de chantier ;
- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'institut placés sous l'autorité du directeur par intérim de l'interrégion et aux responsables scientifiques extérieurs ainsi que les états de frais et les demandes de remboursement de frais des agents placés sous l'autorité du directeur par intérim de l'interrégion.

Art. 5. - La présente décision prend effet à compter du 16 août 2011.

Art. 6. - Le directeur par intérim de l'interrégion Grand-Ouest de l'Institut national de recherches archéologiques préventives est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de l'institut.

Le directeur général,
Arnaud Roffignon

Décision n° 2011-DG/11/056 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature à la directrice interrégionale Centre - Île-de-France et à ses principaux collaborateurs de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).

Le directeur général,

Vu le Code du patrimoine, et notamment ses articles L. 523-1 et suivants et R. 545-24 et suivants ;
Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;
Vu le décret n° 2002-450 du 2 avril 2002 modifié portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ;
Vu le décret du 11 janvier 2010 portant nomination du directeur général de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à M^{me} Catherine Remaury, directrice de l'interrégion Centre - Île-de-France, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d'opération ;
- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé, à l'exception des accords-cadre ;
- les conventions de collaboration avec les responsables scientifiques d'opération désignés par l'État qui n'appartiennent pas au personnel de l'institut, ainsi que les conventions avec les experts ou spécialistes nécessaires à la réalisation des opérations d'archéologie préventive ;
- les conventions ponctuelles de coopération avec les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, hormis les conventions prévoyant le versement par l'institut de subventions et hormis les conventions de groupement avec un ou des opérateurs d'archéologie préventive pour répondre

aux appels d'offres passés, aux fins de réalisation de fouilles, par les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé ;

- les actes d'engagement juridique passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale, d'un montant inférieur à 45 000 euros HT, concernant notamment les commandes - hors marché à bons de commande - ou les marchés et ordres de service, les décisions de poursuivre ou tous les actes d'exécution afférents ainsi que les contrats, à l'exception des baux, en matière de travaux, fournitures et services ;

- les bons de commande quel que soit leur montant s'inscrivant dans le cadre de marchés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction interrégionale ;

- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'institut placés sous l'autorité de la directrice de l'interrégion et aux responsables scientifiques extérieurs ainsi que les états de frais et les demandes de remboursement de frais de ces agents et personnalités ;

- les conventions conclues avec des étudiants de l'enseignement supérieur ou des élèves scolaires, et l'établissement d'enseignement pour la réalisation de stages effectués au sein de la direction interrégionale et dont la gratification n'excède pas le seuil de 12,5 % du plafond de la sécurité sociale ;

- les actes et décisions relatifs à la rupture ou au terme des conventions de stage effectué au sein de la direction interrégionale ;

- les demandes d'avance périodique, les demandes d'avance spécifique et les demandes d'avance conventionnelle sur frais de fonctionnement de chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursement hebdomadaires de frais, les ordres de service permanents et les ordres de service temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;

- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain et les procès-verbaux de fin de chantier ;

- les procès-verbaux de réception des opérations de fouille et les décomptes généraux définitifs des travaux ;

- les autorisations de prises de vues photographiques et de tournage d'importance régionale ;

- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'interrégion.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Catherine Remaury, directrice de l'interrégion Centre - Île-de-France, délégation est donnée à M^{me} Sylvie Baron, directrice administrative à la directrice de l'interrégion Centre - Île-de-France, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous les actes visés à l'article 1^{er}.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Catherine Remaury, directrice de l'interrégion Centre - Île-de-France, délégation est donnée à et à M. Pierre Vallat, délégué scientifique auprès de la directrice interrégionale Centre - Île-de-France, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 250 000 euros HT ;

- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 250 000 euros HT, à l'exception des accords-cadre ;

- ainsi que tous les autres actes visés à l'article 1^{er}.

Art. 4. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Sylvie Baron, directrice adjointe à la directrice de l'interrégion Centre - Île-de-France et de M. Pierre Vallat, délégué scientifique auprès de la directrice interrégionale Centre - Île-de-France, délégation est donnée à M^{me} Martine Petitjean, adjointe administrative auprès de la directrice de l'interrégion Centre - Île-de-France, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous les actes visés à l'article 1^{er}.

Art. 5. - Délégation est donnée, sous l'autorité de M^{me} Catherine Remaury, directrice de l'interrégion Centre - Île-de-France, à M. Olivier Blin, à M. Richard Cottiaux, à M. Thierry Massat, à M^{me} Antoinette Naveeth-Domin et, à compter du 1^{er} janvier 2011, à M. Amaury Masquillier, tous les cinq adjoints scientifiques et techniques auprès de la directrice de l'interrégion Centre - Île-de-France, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives :

- les projets d'opération qui portent sur les opérations d'archéologie préventive relevant de leur compétence ;
- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain ;
- les procès-verbaux de réception des opérations de fouille et les décomptes généraux définitifs des travaux ;
- les procès-verbaux de fin de chantier.

Art. 6. - La présente décision prend effet à compter de sa signature.

Art. 7. - La directrice interrégionale Centre - Île-de-France de l'Institut national de recherches archéologiques préventives est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de l'institut.

Le directeur général,
Arnaud Roffignon

PATRIMOINES - ARCHITECTURE

Décision du 2 mai 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Maroun Khattar).

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;
Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;
Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;
Vu la demande présentée par M. Maroun Khattar, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

Art. 1^{er}. - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Maroun Khattar, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 14 juin 1980 à Tambourite (Liban).

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur, adjoint au directeur général des patrimoines,
chargé de l'architecture,
Bertrand-Pierre Galey

Décision du 18 mai 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M^{me} Khadija Boudhina).

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;
Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;
Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;
Vu la demande présentée par M^{me} Khadija Boudhina, diplômée architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

Art. 1^{er}. - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M^{me} Khadija Boudhina, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 7 septembre 1983 à Carthage (Tunisie).

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur, adjoint au directeur général des patrimoines,
chargé de l'architecture,
Bertrand-Pierre Galey

Décision du 23 mai 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Nidhal Ben Abdallah).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Nidhal Ben Abdallah, diplômé architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

Art. 1^{er}. - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Nidhal Ben Abdallah, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 30 juin 1982 à Djerba (Tunisie).

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur, adjoint au directeur général des patrimoines,
chargé de l'architecture,
Bertrand-Pierre Galey

PATRIMOINES - MONUMENTS HISTORIQUES

Convention du 27 janvier 2011 entre la Fondation du patrimoine et la SCI du Valcroissant pour la restauration de l'Abbaye de Valcroissant à Die (26150).

Convention entre :

SCI du Valcroissant personne morale propriétaire d'un immeuble classé au titre des monuments historiques sis Abbaye de Valcroissant, 26150 Die, ci-dessous dénommé « le propriétaire »

Et

La Fondation du patrimoine, ayant son siège social aux n°s 23-25, rue Charles-Fourier, 75013 Paris et représentée par son président M. Charles de Croisset, ci-dessous dénommée « la fondation ».

Préambule

L'article 10 de la loi de finances pour 2007 (loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006) étend le bénéfice de la réduction d'impôt sur le revenu ou sur les sociétés prévue respectivement aux articles 200 et 238 *bis* du Code général des impôts (CGI) aux dons versés à la fondation en vue de subventionner la réalisation de travaux sur un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques privés.

La fondation délivre pour le bénéfice de la réduction d'impôt, l'attestation prévue au 5. de l'article 200 du CGI.

Dans le cadre de la mise en place de ce dispositif les parties ont décidé de conclure une convention conformément aux articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine.

Art. 1^{er}. - Immeuble objet de la convention

Le propriétaire dispose d'un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques sis à l'adresse suivante : Abbaye de Valcroissant, 26150 Die.

Cet immeuble a fait l'objet d'une décision de classement ou d'inscription au titre des monuments historiques en date du 25 octobre 1971, dont copie est annexée à la présente convention.

Art. 2. - Nature des travaux

Conformément à l'article 1^{er} du décret n° 2008-195 pris pour l'application des articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine, le propriétaire fournit en annexe de la présente le descriptif détaillé des travaux de restauration, de conservation ou d'accessibilité envisagés sur l'immeuble ainsi que l'estimation de leur coût, l'échéancier de réalisation des travaux et les entreprises qui les réaliseront.

S'agissant des édifices classés au titre des monuments historiques, ce descriptif est accompagné de la copie de l'autorisation de travaux délivrée par le préfet de région ou à défaut de la copie du récépissé délivré par le préfet de région accusant réception du dépôt de la demande d'autorisation de travaux auprès du SDAP conformément à l'article 20 du décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager.

S'agissant des immeubles inscrits à l'inventaire supplémentaire :

- lorsque les travaux sont autres que, d'une part des travaux d'entretien ou de réparation ordinaires qui sont dispensés de toute formalité et d'autre part des constructions ou travaux mentionnés au deuxième alinéa de l'article L. 621-27 du Code du patrimoine, ce descriptif est accompagné de la copie de la déclaration de travaux auprès du SDAP ;
- lorsque les travaux prévus sont soumis à permis de construire, à permis de démolir, à permis d'aménager ou à déclaration préalable, le descriptif devra être accompagné de la décision accordant le permis ou la décision de non-opposition ou à défaut la copie du récépissé accusant réception de la demande d'autorisation de travaux.

Si le dossier est évoqué par le ministre, le propriétaire joint, à la présente, copie de la décision d'évocation.

Art. 3. - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de la date de sa signature étant précisé qu'en tout état de cause la fondation ne pourra collecter les dons de donateurs personnes physiques ou morales au-delà du 31 décembre de l'année au titre de laquelle les travaux ont été achevés.

Le propriétaire s'engage à informer la fondation de la date d'achèvement des travaux dans le mois qui suit cette date.

Toute prorogation ou modification de la présente convention fera l'objet d'un accord exprès entre les parties, par voie d'avenant.

Art. 4. - Financement

Le propriétaire a établi son plan de financement prévisionnel comme suit :

| | Euros | % | Date prévisionnelle d'apport des fonds |
|---|---------|-------|--|
| Apports en fonds propres | / | / | |
| Emprunts sollicités et/ou obtenus | / | / | |
| Subventions sollicitées et/ou obtenues* | 55 740 | 50 % | sur factures |
| Financement du solde par le mécénat | 55 740 | 50 % | |
| Total | 111 480 | 100 % | |

* est joint en annexe un tableau récapitulatif des subventions sollicitées et/ou octroyées au titre du présent programme accompagné de tous justificatifs utiles.

Le propriétaire précise avoir été informé que les éventuels mécènes personnes physiques ou morales ne devront avoir aucun lien direct ou indirect de nature capitalistique ou familiale avec lui-même.

Art. 5. - Affectation des dons

Les fonds recueillis par la fondation seront affectés au financement des travaux prévus par la présente convention déduction faite de 5 % de frais de gestion prélevés sur le montant des dons.

Le propriétaire s'engage à affecter la totalité des sommes qui lui sont reversées par la fondation au financement des travaux mentionnés à l'annexe visée à l'article 2 de la présente.

Si le projet de restauration n'aboutissait pas ou si le montant des dons collectés devait être supérieur à la part de financement restant à la charge du propriétaire, les parties conviennent d'ores et déjà d'affecter

l'excédent des dons perçus à un autre projet de restauration d'un immeuble classé au titre des monuments historiques ou inscrit à l'inventaire supplémentaire ayant fait l'objet d'une convention similaire.

Art. 6. - Échéancier

La fondation s'engage à reverser au propriétaire les sommes recueillies selon l'échéancier suivant :

- sur appel de fonds des entrepreneurs correspondants aux acomptes sur devis validés par le maître d'œuvre dans la limite maximum de 30 % du montant TTC des travaux ;
- sur présentation des factures relatives aux devis fournis initialement.

Seuls les devis et factures validés par le maître d'œuvre ouvriront le droit au versement des dons par la fondation au profit du propriétaire.

Art. 7. - Engagements du propriétaire

Conformément à l'article L. 143-2-1 du Code du patrimoine, le propriétaire s'engage à :

- conserver l'immeuble pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux. Lorsque l'immeuble est détenu par une société, les porteurs de parts doivent également s'engager à conserver la totalité de leurs titres pendant la même durée ;
- ouvrir au public, dans des conditions fixées par décret, les parties protégées qui ont fait l'objet de ces travaux, pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux ;
- à fournir chaque année, copie à la Fondation du patrimoine, de la déclaration d'ouverture au public de son immeuble adressée au délégué régional du tourisme tel que prévu à l'article 17 *quater* de l'annexe IV au CGI.

En cas de non-respect de ces engagements, le propriétaire est tenu de reverser à la fondation le montant de la subvention, réduit d'un abattement de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements ont été respectés. Toutefois, en cas de transmission à titre gratuit, le ou les héritiers, légataires ou donataires peuvent demander collectivement la reprise de ces engagements pour la période restant à courir à la date de la transmission.

Les sommes restituées seront réaffectées conformément au 2. *bis* de l'article 200 du CGI et du f. de l'article 238 *bis* du même code.

Art. 8. - Élection de domicile

Les parties déclarent élire domicile en leurs adresses respectives, telles que mentionnées ci-dessus. En cas de changement d'adresse, la partie concernée devra en aviser l'autre partie, par lettre recommandée, afin que les notifications puissent lui être valablement faites ultérieurement à cette nouvelle adresse.

Toute notification en vertu des présentes devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée à l'adresse de la partie concernée telle qu'indiquée en tête des présentes ou telle que notifiée, par la suite, par ladite partie.

Art. 9. - Inexécution des obligations

En cas d'inexécution par l'une des parties de ses obligations en vertu des présentes et, à défaut d'y avoir remédié dans les 30 (trente) jours suivant une mise en demeure par lettre recommandée, l'autre partie pourra résilier de plein droit la présente convention par lettre recommandée sans autre formalité. Cette résiliation prendra effet 10 (dix) jours après sa notification et ne fera pas échec à une demande de dommages intérêts en réparation du préjudice subi.

Art. 10. - Force majeure

Si par suite d'un cas de force majeure, l'une ou l'autre des parties était dans l'impossibilité de remplir ses obligations découlant des présentes, l'exécution de la présente convention serait suspendue pendant la durée de cette force majeure. Chaque partie s'engage à avertir immédiatement son cocontractant de tout événement de force majeure l'affectant.

Au cas où cet événement perdurerait pour une durée supérieure à 3 mois, l'autre partie pourra mettre fin à la présente convention de plein droit et avec effet immédiat.

Art. 11. - Litiges

La présente convention est soumise au droit français. Tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation ou son exécution, sera porté devant les juridictions de l'ordre judiciaire du lieu de situation de l'immeuble.

Art. 12. - Dispositions annexes

La fondation s'engage à remercier par courrier les donateurs et à leur adresser un reçu fiscal.

Le propriétaire s'engage à mettre en place sur le bâtiment la plaque de la fondation et à faire connaître, par tous les moyens les plus appropriés le soutien du ou des mécènes sauf avis contraire de leur part.

Art. 13. - Autorisation - cession des droits des photographies

Le propriétaire certifie :

- qu'il est le propriétaire du bien objet de la présente autorisation, conformément aux dispositions prévues à l'article 544 du Code civil ;
- qu'il autorise gracieusement la fondation, dans le cadre exclusif de ses campagnes d'information, de sensibilisation et de communication de ses interventions pour la restauration du patrimoine architectural de proximité, à représenter, reproduire, diffuser, la photographie de sa propriété sur tous supports, notamment papier, télévisuel, électronique, pour une période de 10 ans à compter de la date de la première publication ;
- qu'il autorise expressément la fondation, dans le cadre de l'utilisation pour les besoins de son action de communication de la ou des photographies, que celles-ci soient éventuellement modifiées, recadrées et/ou accompagnées de commentaires écrits conformément aux besoins et nécessités de l'opération.

Conformément à la loi du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, (modifiée par la loi relative à la protection des données des

personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel du 6 août 2004), le site Internet de la fondation accessible à l'adresse fondation-patrimoine.com a fait l'objet d'une déclaration auprès de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) sous le n° 764294.

Conformément à l'article 40 de la loi du 6 janvier 1978, le propriétaire ou ses ayants droit disposent d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données les concernant.

La présente autorisation pourra être dénoncée par le propriétaire de l'immeuble photographié ou ses ayants droit à tout moment, par une demande adressée par lettre recommandée au siège de la fondation, 23-25, rue Charles-Fourier, 75013 Paris.

Art. 14. - Publication de la convention

La présente convention sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication. L'existence de cette convention et de sa publication seront mentionnées sur l'affichage de l'autorisation de travaux devant figurer sur le terrain d'assiette de l'immeuble, en application du Code du patrimoine ou du Code de l'urbanisme.

Le président de la Fondation du patrimoine,
Pour le président :
Le directeur général,
Frédéric Néraud
Le propriétaire,
Pour la SCI du Valcroissant :
Rémy Legaut
(Les documents joints sont disponibles à la Fondation du patrimoine)

Arrêté du 11 juillet 2011 fixant la répartition territoriale des techniciens-conseils agréés pour les orgues protégées en application du Code du patrimoine.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine ;

Vu le décret n° 2009-751 du 22 juin 2009 relatif aux missions et aux rémunérations des techniciens-conseils agréés pour les orgues protégées au titre des monuments historiques ;

Vu l'arrêté du 20 septembre 2010 relatif aux conditions requises pour l'agrément des techniciens-conseils pour les orgues protégées au titre des monuments historiques ;

Vu l'arrêté du 11 avril 2011 portant agrément de techniciens-conseils pour les orgues protégées au titre des monuments historiques (article 1^{er}) ;

Vu l'arrêté du 31 mars 2008 fixant la répartition

territoriale des techniciens-conseils agréés pour les orgues protégées en application du Code du patrimoine ;

Vu les nécessités de service ;

Sur proposition du directeur général des patrimoines,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Éric Brottier reçoit compétence pour les régions : Bourgogne, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Île-de-France (à l'exception des orgues protégées appartenant à la ville de Paris), Picardie, Rhône-Alpes.

M. Michel Colin reçoit compétence pour les régions : Auvergne, Corse, Limousin, Haute-Normandie.

M. Roland Galtier reçoit compétence pour les régions : Bretagne, Languedoc-Roussillon, Nord - Pas-de-Calais, Pays de la Loire, Poitou-Charentes. Ville de Paris (orgues protégées des arrondissements : 2, 4, 5, 7, 9, 11, 12, 13, 14 et 18).

M. Christian Lutz reçoit compétence pour les régions : Alsace et Lorraine. Ville de Paris (orgues protégées des arrondissements : 1, 3, 6, 8, 10, 15, 16, 17, 19 et 20).

M. Thierry Semenoux reçoit compétence pour les régions : Aquitaine, Centre, Basse-Normandie, Midi-Pyrénées, Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Art. 2. - L'arrêté du 31 mars 2008 susvisé est abrogé.

Art. 3. - Le directeur général des patrimoines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général des patrimoines,
Philippe Bélaval

Décision n° IL DREC-2011-08 du 18 juillet 2011 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine ;

Vu le décret du 6 mai 2011 portant nomination de M^{me} Isabelle Lemesle, président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision du 27 juin 2011 portant nomination de M^{me} Sophie Duhamel en qualité de directeur des relations extérieures de la communication à compter du 5 juillet 2011,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Sophie Duhamel, directeur des relations extérieures de la communication, à l'effet de signer au nom du président du Centre des monuments nationaux et dans la limite de ses attributions :

- les engagements juridiques en recette et en dépense, d'un montant inférieur ou égal à 45 000 euros HT ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les attestations, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes, ainsi que les certificats administratifs destinés au recouvrement des recettes ;
- les ordres de mission et les états de frais qui s'y rapportent concernant les personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Sophie Duhamel, délégation de signature est donnée à M^{me} Karine Moulin, chef du département de la communication, à l'effet de signer au nom du président du Centre des monuments nationaux et dans la limite de ses attributions :

- les engagements juridiques en recette et en dépense d'un montant inférieur à 23 000 euros HT ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les attestations, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes, ainsi que les certificats administratifs destinés au recouvrement des recettes.

Art. 3. - La décision n° IL 2010-12 - DREC du 31 août 2010 est abrogée.

Art. 4. - Le directeur général, la directrice des ressources humaines, le directeur administratif, juridique et financier et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur les sites Internet et Intranet du Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Isabelle Lemesle

PATRIMOINES - MUSÉES

Décision n° 2011-09 du 1^{er} juillet 2011 portant délégation de signature à l'établissement public de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs-Élysées.

Le président de l'établissement public de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs-Élysées,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2011-52 du 13 janvier 2011 relatif à l'établissement public de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs-Élysées, notamment son article 13 ;

Vu le décret du 20 janvier 2011 portant nomination du président de l'établissement public de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs-Élysées ;

Vu la décision n° 2011-03 du 29 mars 2011 du président de l'établissement public de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs-Élysées en application de l'article 30 du décret du 13 janvier 2011 susvisé, portant nomination aux fonctions de directeur général délégué,

Décide :

Art. 1^{er}. - 1) Délégation permanente est donnée à M^{me} Valérie Vesque-Jeancard, directeur général délégué, à l'effet de signer, au nom du président de l'établissement public de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs-Élysées et dans la limite des attributions de ce dernier, tous les actes à l'exception :

- des marchés d'un montant égal ou supérieur à 4 845 000 euros HT ;
- des actions en justice et des transactions au sens de l'article 2044 du Code civil ;
- des nominations aux fonctions de directeur, directeur adjoint, sous-directeur et chef de département ;
- des sanctions disciplinaires.

En l'absence ou en cas d'empêchement de M. Jean-Paul Cluzel, délégation est donnée à M^{me} Valérie Vesque-Jeancard de signer tous les actes.

2) En cas d'absence ou d'empêchement du président de l'établissement public de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs-Élysées et de M^{me} Valérie Vesque-Jeancard, délégation est donnée à M^{lle} Caroline Maleplate, secrétaire générale, à l'effet de signer, au nom du président de l'établissement public de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs-Élysées, tous les actes à l'exception :

- des marchés d'un montant égal ou supérieur à 4 845 000 euros HT ;
- des actions en justice et des transactions au sens de l'article 2044 du Code civil ;
- des nominations aux fonctions de directeur, directeur adjoint, sous-directeur et chef de département ;
- des sanctions disciplinaires.

Art. 2. - 2-1 Secrétariat général

1) Pour tous les actes relevant des attributions du secrétariat général y compris l'établissement des ordres de missions dans l'Union européenne, en Suisse

et en Norvège, l'attribution d'avances et la certification du « service fait » des frais de missions, ainsi que les commandes et la certification du « service fait » pour les frais de réception, délégation permanente de signature est donnée à M^{lle} Caroline Maleplate, secrétaire générale, y compris pour les actes relatifs aux immobilisations pour l'ensemble de l'établissement, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, définis à l'article 3 de la présente décision.

2) En cas d'empêchement de M^{lle} Caroline Maleplate, délégation est donnée à M^{lle} Marianne Noël, sous-directrice des affaires financières, pour tout acte emportant dépense, dans la limite des délégations conférées à M^{lle} Caroline Maleplate.

3) Pour tous les actes relevant de leurs attributions respectives, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, définis à l'article 3 de la présente décision, délégation de signature est donnée aux personnes et aux conditions suivantes :

(tableau pages suivantes)

| Direction/sous-direction/ département/service | Nature de la délégation | Nom du délégataire | Fonction | Objet de la délégation | Plafond (k euros HT) |
|--|---|---------------------------------------|--|--|-------------------------|
| Direction des achats | Délégation permanente | M. Gareth Lewis | Directeur des achats | - Certification du « service fait » pour les frais de réception, les commandes, les ordres de service, les actes d'engagement et les contrats d'achat de « produits exclusifs » (produits destinés à la revente et produits fabriqués selon un cahier des charges élaboré par la Rmn Grand Palais, dont la Rmn Grand Palais détient de manière exclusive les droits de distribution). - Signature des ordres de mission et des états de frais (y compris frais de réception) à rembourser aux salariés (Union européenne, Suisse et Norvège). | 193 |
| | En l'absence ou en cas d'empêchement de M. Gareth Lewis | M ^{me} Ahlem Hamdi | Directrice adjointe des achats | - Certification du « service fait » pour les frais de réception, les commandes, les ordres de service, les actes d'engagement et les contrats d'achat de « produits exclusifs » (produits destinés à la revente et produits fabriqués selon un cahier des charges élaboré par la Rmn Grand Palais, dont la Rmn Grand Palais détient de manière exclusive les droits de distribution). - Signature des ordres de mission et des états de frais (y compris les frais de réception) à rembourser aux salariés (Union européenne, Suisse et Norvège). | 193 |
| Sous-direction en charge des affaires juridiques | Délégation permanente | M. Renaud de Marolles | Sous-directeur en charge des affaires juridiques | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les prestations et les biens liés à son activité, hors investissements - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. | 10 |
| | | | | - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations d'assurance. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). - Validation de tout document juridique. | 15 |
| | | | | - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. | 200 |
| Sous-direction des affaires financières | Délégation permanente | M ^{me} Fleur Allain-Grynbaum | Juriste | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. | 10 |
| | | | | - Actes portant liquidation et ordonnancement comptable des dépenses et des recettes pour l'ensemble de l'établissement. - Validation des pièces comptables de recettes et de dépenses. - Signature des bons de commande d'investissement pour l'ensemble de l'établissement et certification du « service fait » sur les achats d'investissement pour l'ensemble de l'établissement. | 120 |
| | | | | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les prestations et les biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. | 10 |
| | | | | - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. | 15 |

| Direction/sous-direction/ département/service | Nature de la délégation | Nom du délégataire | Fonction | Objet de la délégation | Plafond (k euros HT) |
|---|---|---|---|---|-------------------------|
| Département budget | En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Marianne Noël | M ^{le} Christine Bellard | Chef du département | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les prestations et les biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. | 10 |
| | En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Marianne Noël | M ^{me} Sylvie Lepinois | Chef du département | - Actes portant liquidation et ordonnancement comptable des dépenses et des recettes pour l'ensemble de l'établissement. - Validation des pièces comptables de recettes et de dépenses. | 15 |
| Département comptabilité ordonnateur | En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Sylvie Lepinois | M ^{me} Karine Sanson | Chef de secteur comptable | - Actes portant liquidation et ordonnancement comptable des dépenses et des recettes pour l'ensemble de l'établissement. - Validation des pièces comptables de recettes et de dépenses. | |
| | En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Sylvie Lepinois | M ^{me} Martine Tison | Chef de secteur comptable | - Actes portant liquidation et ordonnancement comptable des dépenses et des recettes pour l'ensemble de l'établissement. - Validation des pièces comptables de recettes et de dépenses. | |
| | Délégation permanente | M. Philippe Platel | Chef du service | - Actes portant liquidation et ordonnancement comptable des dépenses et des recettes. - Validation des pièces comptables de recettes et de dépenses. | |
| | En l'absence ou en cas d'empêchement de M. Philippe Platel | M ^{me} Marie-Blanche Maillard | Adjointe au chef du service | - Actes portant liquidation et ordonnancement comptable des dépenses et des recettes. - Validation des pièces comptables de recettes et de dépenses. | |
| Service administratif et financier auprès de la direction du développement culturel et de la direction de la communication | En l'absence de M ^{me} Marie-Blanche Maillard | M ^{me} Brigitte Thore | Chef de secteur comptable | - Actes portant liquidation et ordonnancement comptable des dépenses et des recettes. - Validation des pièces comptables de recettes et de dépenses. | |
| | En l'absence ou en cas d'empêchement de M. Philippe Platel | M. Emmanuel de Felice | Responsable comptable au département agence photographique | - Actes portant liquidation et ordonnancement comptable des recettes de l'agence photographique. | |

| Direction/sous-direction/ département/service | Nature de la délégation | Nom du délégataire | Fonction | Objet de la délégation | Plafond (k euros HT) |
|--|--|--|--|---|-------------------------|
| Service administratif et financier auprès de la direction commerciale et marketing | Délégation permanente | M ^{me} Dominique Durand Mugnier | Chef du service administratif et financier | - Actes portant liquidation et ordonnancement comptable des dépenses et des recettes. - Validation des pièces comptables de recettes et de dépenses. | |
| | En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Dominique Durand Mugnier | M ^{me} Françoise Vicente | Adjointe au chef du service administratif et financier | - Actes portant liquidation et ordonnancement comptable des dépenses et des recettes. - Validation des pièces comptables de recettes et de dépenses. | |
| | En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Dominique Durand Mugnier | M ^{lle} Sonia Assellie | Responsable comptable | - Actes portant liquidation et ordonnancement comptable des dépenses et des recettes. - Validation des pièces comptables de recettes et de dépenses. | |
| Service administratif et financier auprès de la direction des éditions | Délégation permanente | M ^{me} Fariba Askari | Chef du service administratif et financier | - Actes portant liquidation et ordonnancement comptable des dépenses et des recettes. - Validation des pièces comptables de recettes et de dépenses. | |
| | En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Fariba Askari | M ^{me} Véronique Laignier | Responsable comptable | - Actes portant liquidation et ordonnancement comptable des dépenses et des recettes. - Validation des pièces comptables de recettes et de dépenses. | |
| | Délégation permanente | M. Michel Martin | Sous-directeur | - Signature des bons de commande d'investissement liés au périmètre de son activité. - Signature des autres commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité y compris les investissements. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). | 10 10 120 |
| Sous-direction des systèmes d'information | Délégation permanente | M. Michel Martin | Sous-directeur | - Signature des bons de commande d'investissement liés au périmètre de son activité. - Signature des autres commandes, ordres de service, actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité y compris les investissements. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). | 10 10 120 |
| | En l'absence ou en cas d'empêchement de M. Michel Martin | M. Frédéric Le Compagnon | Chef du département | - Signature des bons de commande d'investissement liés au périmètre de son activité. - Signature des autres commandes, ordres de service, actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité y compris les investissements. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). | 10 10 120 |
| | Département des moyens informatiques | M. Michel Martin | Sous-directeur | - Signature des bons de commande d'investissement liés au périmètre de son activité. - Signature des autres commandes, ordres de service, actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité y compris les investissements. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). | 10 10 120 |

| Direction/sous-direction/ département/service | Nature de la délégation | Nom du délégataire | Fonction | Objet de la délégation | Plafond (k euros HT) |
|--|--|----------------------|---------------------|---|-------------------------|
| Département études et développement des systèmes d'information (et programme « Visions du futur ») | En l'absence ou en cas d'empêchement de M. Michel Martin | M. Olivier Dexheimer | Chef du département | - Signature des bons de commande d'investissement liés au périmètre de son activité. - Signature des autres commandes, ordres de service, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité y compris les investissements. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). | 10 |
| | | | | | 10 |
| | | | | | 120 |

2.2. Direction scientifique

Pour tous les actes relevant des attributions de la direction scientifique, y compris l'établissement des ordres de missions dans l'Union européenne, en Suisse et en Norvège, l'attribution d'avances et la certification du « service fait » des frais de missions, les commandes et la certification des frais de réception, délégation permanente de signature est donnée à M. Laurent Salomé, directeur scientifique, dans la limite de 120 000 euros HT pour tous les actes emportant dépense, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, définis à l'article 3 de la présente décision et à l'exception des investissements.

Pour tous les actes relevant de leurs attributions, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, définis à l'article 3 de la présente décision, délégation est donnée aux personnes et aux conditions suivantes :

| Direction/sous-direction/ département/service | Nature de la délégation | Nom du délégataire | Fonction | Objet de la délégation | Plafond (k euros HT) |
|--|--|----------------------------------|------------------------------------|---|-------------------------|
| Département des expositions | Délégation permanente | M ^{me} Marion Mangon | Chef du département | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les prestations et les biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). | 10 |
| | En l'absence de M ^{me} Marion Mangon | M ^{me} Isabelle Reusa | Adjointe au chef du département | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les prestations et les biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. | 30 |
| | En l'absence de M ^{me} Marion Mangon et de M ^{me} Isabelle Reusa | M ^{me} Katia Cartacheff | Responsable de la régie des œuvres | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les prestations et les biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. | 10 |
| | | | | | 30 |

2.3 Direction du développement culturel, des publics et de la photographie

Pour tous les actes relevant des attributions de la direction du développement culturel, des publics et de la photographie, y compris l'établissement des ordres de missions dans l'Union européenne, en Suisse et en Norvège, l'attribution d'avances et la certification du « service fait » des frais de missions, les commandes et la certification des frais de réception, délégation permanente de signature est donnée à M. Jean-Marie Sani, directeur du développement culturel, des publics et de la photographie, dans la limite de 120 000 euros HT pour tous les actes emportant dépense, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, définis à l'article 3 de la présente décision et à l'exception des investissements. Ces limites sont portées à 600 000 euros HT pour les commandes en exécution du contrat de prestation d'accueil et de gardiennage des Galeries nationales.

En l'absence ou en cas d'empêchement de M. Jean-Marie Sani, dans la limite de la délégation conférée à ce dernier, délégation est donnée en qualité de suppléant à M^{me} Coraline Knoff, directrice adjointe du développement culturel, des publics et de la photographie.

Pour tous les actes relevant de leurs attributions, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, définis à l'article 3 de la présente décision, délégation est donnée aux personnes et aux conditions suivantes :

| Direction/sous-direction/ département/service | Nature de la délégation | Nom du délégataire | Fonction | Objet de la délégation | Plafond (k euros HT) |
|--|--|--------------------------------|-----------------------------------|--|-------------------------|
| Département des acquisitions | Délégation permanente | M ^{lle} Laura d'Amade | Chef du département | <ul style="list-style-type: none"> - Actes d'engagement d'acquisition préalablement autorisés par les commissions <i>ad hoc</i>. - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser à du personnel non-Rmn Grand Palais pour les campagnes de recherche-collecte du musée national des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (Union européenne et hors frais de réception). | 120 8 |
| | En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{lle} Laura d'Amade | M ^{me} Ailbhe Chereau | Adjoint au chef de département | <ul style="list-style-type: none"> - Actes d'engagement d'acquisition préalablement autorisés par les commissions <i>ad hoc</i>. - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépenses et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. | 120 8 |

| Direction/sous-direction/ département/service | Nature de la délégation | Nom du délégataire | Fonction | Objet de la délégation | Plafond (k euros HT) |
|--|--|-----------------------------------|--|---|----------------------------------|
| Département Galeries nationales | Délégation permanente | M ^{me} Magali Sicsic | Chef du département | - Signature des commandes en exécution du contrat de prestation d'accueil et de gardiennage des Galeries nationales. - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les prestations et les biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). | 600 10 45 4 |
| | En l'absence de M ^{lle} Caroline Maleplate, secrétaire générale | M ^{me} Magali Sicsic | Chef du département | - Signature des bons de commande d'investissements liés à son activité. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité y compris les investissements. | 10 |
| | En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Magali Sicsic | M. Guillaume Blanc | Adjoint au chef du département | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les prestations et les biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. | 10 30 |
| Service des publics | En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Magali Sicsic et de M. Guillaume Blanc | M ^{me} Valérie Bex | Chef du service des publics | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. | 4 |
| Développement des publics | En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Magali Sicsic, de M. Guillaume Blanc et de M ^{me} Valérie Bex | M ^{me} Béatrice Laigneau | Responsable du développement des publics | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. | 4 |
| Sécurité et surveillance | En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Magali Sicsic et de M. Guillaume Blanc | M. Sébastien Jamesse | Chef du service | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. | 4 |

| Direction/sous-direction/ département/service | Nature de la délégation | Nom du délégataire | Fonction | Objet de la délégation | Plafond (k euros HT) |
|--|--|----------------------------------|-----------------------------------|---|-------------------------|
| Département agence photographique | Délégation permanente | M. Jean-Paul Bessières-Orsoni | Chef du département | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les prestations et les biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). | 10 15 |
| | En l'absence ou en cas d'empêchement de M. Jean-Paul Bessières-Orsoni | M. Pierre Vigneron | Adjoint au chef de département | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). | 8 |
| Département des publics | Délégation permanente | M ^{me} Valérie Salomon | Chef du département | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les prestations et les biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). | 10 15 |
| | Service de la médiation culturelle | M ^{me} Carole Ruppli | Chef du service | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. | 4 |
| Service de l'accueil des publics | En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Valérie Salomon | M ^{me} Amélie Donneve | Chef du service | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. | 4 |

2.4 Direction de la stratégie et du développement

Pour tout acte relevant des attributions de la direction de la stratégie et du développement y compris l'établissement des ordres de missions dans l'Union européenne, en Suisse et en Norvège, l'attribution d'avances et la certification du « service fait » des frais de missions, les commandes et la certification du « service fait » pour les frais de réception, délégation permanente de signature est donnée à M. Franck Beaugendre, directeur de la stratégie et du développement, dans la limite de 120 000 euros HT pour tous les actes emportant dépense, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, définis à l'article 3 de la présente décision et à l'exception des investissements.

2.5 Direction de la communication

Pour tout acte relevant des attributions de la direction de la communication y compris l'établissement des ordres de missions dans l'Union européenne, en Suisse et en Norvège, l'attribution d'avances et la certification du « service fait » des frais de missions, les commandes, la certification du « service fait » pour les frais de réception, les autorisations de prise de vue photographique et de tournage au Grand Palais et les échanges de marchandises, délégation permanente de signature est donnée à M^{me} Pascale Sillard, directrice de la communication, dans la limite de 120 000 euros HT pour tous les actes emportant dépense et pour les échanges de marchandises, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, définis à l'article 3 de la présente décision et à l'exception des investissements.

Pour tous les actes relevant de leurs attributions à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, délégation est donnée aux personnes et aux conditions suivantes :

| Direction/sous-direction/ département/service | Nature de la délégation | Nom du délégataire | Fonction | Objet de la délégation | Plafond (k euros HT) |
|--|-------------------------|--------------------------------|-----------------|--|----------------------------------|
| Service promotion et partenariats médias | Délégation permanente | M ^{lle} Cécile Vignot | Chef du service | <ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les prestations et les biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. - Demandes de service gratuit. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). - Échanges de marchandises. - Autorisations de prise de vue photographique et de tournage au Grand Palais. | 10 15 |
| Service mécénat | Délégation permanente | M. Frédéric Vernhes | Chef du service | <ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les prestations et les biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. - Demandes de service gratuit. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). | 10 15 |

2.6 Direction des manifestations et événements du Grand Palais

Pour tout acte relevant des attributions de la direction des manifestations et événements du Grand Palais y compris l'établissement des ordres de missions dans l'Union européenne, en Suisse et en Norvège, l'attribution d'avances et la certification du « service fait » des frais de missions, les commandes, la certification du « service fait » pour les frais de réception, les locations d'espaces, les autorisations d'occupation temporaire et les autorisations de tournage, délégation permanente de signature est donnée à M^{me} Marjorie Lecointre, directrice des manifestations et des événements du Grand Palais, dans la limite de 120 000 euros HT pour les actes emportant dépenses et de 120 000 euros HT pour les locations d'espaces, autorisations d'occupation temporaire et autorisations de tournage, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, définis à l'article 3 de la présente décision, et à l'exception des investissements. La limite de 120 000 euros est portée à 600 000 euros HT pour les commandes en exécution du contrat de prestation de régie pour la nef du Grand Palais.

En l'absence ou en cas d'empêchement de M^{me} Marjorie Lecointre, dans la limite de la délégation conférée à cette dernière, délégation est donnée en qualité de suppléant à M. Vincent Péghaire, responsable de l'exploitation.

Pour tous les actes relevant de leurs attributions, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, délégation est donnée aux personnes et aux conditions suivantes :

| Direction/sous-direction/département/service | Nature de la délégation | Nom du délégataire | Fonction | Objet de la délégation | Plafond (k euros HT) |
|--|-------------------------|---------------------|-------------------------------|--|----------------------|
| Direction des manifestations et événements du Grand Palais | Délégation permanente | M. Vincent Péghaire | Responsable de l'exploitation | - Signature des commandes, ordres de service, actes d'engagement juridique de dépenses et contrats emportant dépenses sur les prestations et les biens liés à son activité hors investissements. | 10 |
| | | | | - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité hors investissements. | 15 |
| | | | | - Demandes de services gratuits. - Signature des ordres de mission et états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). | 4 |

2.7 Direction commerciale et marketing

Pour tous les actes relevant des attributions de la direction commerciale et marketing, y compris l'établissement des ordres de missions dans l'Union européenne, en Suisse et en Norvège, l'attribution d'avances et la certification du « service fait » des frais de missions, ainsi que les commandes et la certification du « service fait » pour les frais de réception, délégation permanente de signature est donnée à M^{me} Dominique Becker, directrice commerciale et marketing, dans la limite de 120 000 euros HT pour tous les actes emportant dépense, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, définis à l'article 3 de la présente décision et à l'exception des investissements.

En l'absence ou en cas d'empêchement de M^{me} Dominique Becker, dans la limite de la délégation conférée à cette dernière, délégation est donnée en qualité de suppléante à M^{me} Virginie Perreau, directrice adjointe commerciale et marketing.

En l'absence ou en cas d'empêchement de M^{me} Virginie Perreau, dans la limite de la délégation conférée à cette dernière et pour tous les actes relevant du département des grands sites, délégation de signature est donnée en qualité de suppléant à M. Hervé Hélias, chef du département réseau commercial.

Pour tous les actes relevant de leurs attributions, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, délégation est donnée aux personnes et aux conditions suivantes :

| Direction/sous-direction/ département/service | Nature de la délégation | Nom du délégataire | Fonction | Objet de la délégation | Plafond (k euros HT) |
|--|-------------------------|--------------------------------------|---------------------|--|-------------------------|
| Département marketing et produits culturels | Délégation permanente | M ^{me} Dominique Masse | Chef du département | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les prestations et les biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). | 10 15 |
| Service image | Délégation permanente | M ^{me} Panthéa Tchoupani | Chef du service | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les lancements de fabrication et les achats de prestations et de biens liés à son activité. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais de réception). | 10 |
| Département réseau commercial | Délégation permanente | M. Hervé Héliès | Chef du département | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les prestations et les biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. - Signature des bons de commande et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). | 10 15 30 |
| | | | | - Signature des bons de commande et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce. - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. | 8 5 |
| | | | | - Signature des bons de commande et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce. - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. | 8 5 |

| Direction/sous-direction/ département/service | Nature de la délégation | Nom du délégataire | Fonction | Objet de la délégation | Plafond (k euros HT) |
|--|--|--------------------------------------|--|---|-------------------------|
| Département logistique- approvisionnement et ADV | Délégation permanente M. Ismaël Daoudi | M. Ismaël Daoudi | Chef du département | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense liés à son activité. | 10 |
| | | | | - Signature des bons de commande et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce dans les domaines liés à son activité. | 30 |
| | | | | - Certification du « service fait » sur les achats de produits. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). | 120 |
| Service entrepôt | En l'absence ou en cas d'empêchement de M. Ismaël Daoudi | M ^{me} Nathalie Boye-Don | Responsable d'activité ADV, comptabilité, budget et approvisionnement | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense liés à son activité. | 10 |
| | | | | - Certification du « service fait » sur les achats de produits. | 30 |
| | | | | - Certification du « service fait » sur les achats de biens destinés à la revente. | 30 |
| Service entrepôt | En l'absence ou en cas d'empêchement de M. Ismaël Daoudi | M. Magid Chadli | Chef du service | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et métrication du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. | 4 |
| | | | | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. | 8 |
| | | | | - Signature des bons de commande et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce (livres, CD et revues). | 20 |
| Département assortiment et achat livre | Délégation permanente M ^{me} Anne Etchegoyen | M ^{me} Anne Etchegoyen | Chef du département | - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). | 8 |
| | | | | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. | 20 |
| | | | | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce (livres, CD et revues). | 8 |
| Service promotion commerciale | Délégation permanente M ^{me} Anne Etchegoyen | M. Jean-Jacques Piron | Adjoint au chef du département | - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). | 8 |
| | | | | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. | 20 |
| | | | | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce (livres, CD et revues). | 8 |
| Service promotion commerciale | Délégation permanente M ^{me} Florence Guichard | M ^{me} Florence Guichard | Chef de service | - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). | 8 |
| | | | | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. | 20 |
| | | | | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce (livres, CD et revues). | 8 |

| Direction/sous-direction/ département/service | Nature de la délégation | Nom du délégataire | Fonction | Objet de la délégation | Plafond (k euros HT) |
|--|---|---------------------------------|-----------------------------------|---|-------------------------|
| Service des espaces commerciaux du musée du Louvre | Délégation permanente | M. Ludovic Nouvellet | Chef du service | - Signature des bons de commande et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce. - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. | 30 10 |
| | En l'absence ou en cas d'empêchement de M. Ludovic Nouvellet | M ^{me} Aurélie Rivière | Adjointe au chef du service | - Signature des bons de commande et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce. - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense, et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. | 15 8 |
| | En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Aurélie Rivière | M. Olivier Coulon | Responsable secteur comptoirs | - Signature des bons de commande pour les achats de produits de négoce. | 8 |
| | En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Aurélie Rivière | M. Pierre Jaubert | Responsable secteur librairie | - Signature des bons de commande pour les achats de produits de négoce. | 8 |
| | Délégation permanente | M ^{me} Maryse Sagot | Chef du service | - Signature des bons de commande et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce. - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. | 30 8 |
| Service des espaces commerciaux du musée d'Orsay et de l'Orangerie | En l'absence de M ^{me} Maryse Sagot | M. Bruno Malinaud | Responsable secteur livre | - Signature des bons de commande sur les achats de produits de négoce. | 8 |
| | En l'absence de M ^{me} Maryse Sagot | M ^{me} Myriam Francis | Responsable de secteur | - Signature des bons de commande sur les achats de produits de négoce. | 8 |
| | En l'absence de M ^{me} Maryse Sagot | M ^{me} Anne Sapin | Responsable secteur images | - Signature des bons de commande sur les achats de produits de négoce. | 8 |
| | En l'absence de M ^{me} Maryse Sagot | M. Patrick Chainard | Responsable boutique Orangerie | - Signature des bons de commande sur les achats de produits de négoce. | 8 |
| | | | | | |

| Direction/sous-direction/ département/service | Nature de la délégation | Nom du délégataire | Fonction | Objet de la délégation | Plafond (k euros HT) |
|--|--|--------------------------------------|-------------------------------|---|-------------------------|
| Service des espaces commerciaux du château de Versailles | Délégation permanente | M ^{me} Sylviane Lagarde | Chef du service | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce. - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. | 15 8 |
| | En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Sylviane Lagarde | M ^{me} Joanna Kramarczyk | Adjoint au chef de service | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce. | 8 |
| Service Galeries nationales | Délégation permanente | M. Pierre-Louis Munier | Chef du service | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce. - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. | 15 8 |
| | En cas d'absence ou en cas d'empêchement de M. Pierre-Louis Munier | M. Arnaud Tridon | Chef de secteur commercial | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépenses et contrats emportant dépenses et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce. | 8 |
| Librairie du musée du Quai Branly | En cas d'absence ou en cas d'empêchement de M. Pierre-Louis Munier | M. Éric Haviland | Chef de secteur commercial | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce. | 8 |
| | Délégation permanente | M. Marc-Alexis Baranes | Responsable librairie | - Signature des bons de commande et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce. - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. | 15 8 |
| | En l'absence ou en cas d'empêchement de M. Marc-Alexis Baranes | M ^{me} Sophie Duprey | Responsable de rayon | - Signature des bons de commande et certification du « service fait » sur les achats de produits de négoce. - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. | 15 8 |
| | | | | | |

2.8 Direction des éditions

Pour tous les actes relevant des attributions de la direction des éditions y compris l'établissement des ordres de missions dans l'Union européenne, en Suisse et en Norvège, l'attribution d'avances et la certification du « service fait » des frais de missions, ainsi que les commandes et la certification du « service fait » pour les frais de réception, délégation permanente de signature est donnée à M. Henri Bovet, directeur des éditions, dans la limite de 120 000 euros HT pour les actes emportant dépenses, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, définis à l'article 3 de la présente décision, et à l'exception des investissements.

En l'absence ou en cas d'empêchement de M. Henri Bovet, dans la limite de la délégation conférée à ce dernier, délégation est donnée en qualité de suppléant à M^{lle} Béatrice de Boisseson, directrice adjointe des éditions.

Pour tous les actes relevant de leurs attributions, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, délégation est donnée aux personnes et aux conditions suivantes :

| Direction/sous-direction/ département/service | Nature de la délégation | Nom du délégataire | Fonction | Objet de la délégation | Plafond (k euros HT) |
|---|-------------------------|--|---------------------|--|-------------------------|
| Département livre | Délégation permanente | M ^{me} Marie-Dominique de Teneuille | Chef du département | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense sur les lancements de fabrication, sur les achats de matières premières liées à la fabrication et sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. - Certification du « service fait » sur les dépenses liées à son activité. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). | 10 15 |
| Service commercial des éditions | Délégation permanente | M ^{me} Sophie Prieto | Chef du service | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les lancements de fabrication, sur les achats de matières premières liées à la fabrication, sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). | 10 |
| Département multimédia | Délégation permanente | M ^{me} Virginie d'Allens | Chef du département | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les lancements de fabrication et sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). | 10 |
| Département des ateliers moulage et chalcographie | Délégation permanente | M ^{me} Fabienne Pierru | Chef du département | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de matières premières liées à la fabrication et sur les achats de sous-traitance, et sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). | 10 |

| Direction/sous-direction/ département/service | Nature de la délégation | Nom du délégataire | Fonction | Objet de la délégation | Plafond (k euros HT) |
|--|---|-----------------------------------|----------------------|---|-------------------------|
| Activité moulage | En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Fabienne Pierru | M ^{me} Françoise Pfiffer | Responsable activité | - Signature des commandes, ordres de service, actes d'engagement juridique de dépenses et contrats emportant dépenses et certification du « service fait » sur les achats de matières premières liées à la fabrication et les achats de sous-traitance, et sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. | 10 |
| Activité chalcographie | En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Fabienne Pierru | M. François Baudouin | Chef d'atelier | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les lancements de fabrication et sur les achats de prestations et de biens liés à son activité. | 10 |

2.9 Direction des ressources humaines

Pour tous les actes relevant des attributions de la direction des ressources humaines y compris l'établissement des ordres de missions dans l'Union européenne, en Suisse et en Norvège, l'attribution d'avances et la certification du « service fait » des frais de missions, ainsi que les commandes et la certification du « service fait » pour les frais de réception, délégation permanente de signature est donnée à M^{me} Noëlle de La Loge, directrice des ressources humaines dans la limite de 120 000 euros HT pour les actes emportant dépense, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, définis à l'article 3 de la présente décision, et à l'exception :

- des investissements ;
- des nominations aux fonctions de directeur, directeur adjoint, sous-directeur et chef de département ;
- des sanctions disciplinaires.

En l'absence ou en cas d'empêchement de M^{me} Noëlle de La Loge, dans la limite de la délégation conférée à cette dernière, délégation est donnée en qualité de suppléant à M^{me} Sophie Palmero, directrice adjointe des ressources humaines.

En l'absence ou en cas d'empêchement de M^{me} Sophie Palmero, dans la limite de la délégation conférée à cette dernière, délégation de signature est donnée à M^{me} Frédérique Rebeyrat, chef du département emploi.

Pour tous les actes relevant de leurs attributions, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, définis à l'article 3 de la présente décision, délégation est donnée aux personnes et aux conditions suivantes :

| Direction/sous-direction/ département/service | Nature de la délégation | Nom du délégataire | Fonction | Objet de la délégation | Plafond (k euros HT) |
|--|---|-------------------------------------|--------------------------------|---|-------------------------|
| Département emploi | Délégation permanente | M ^{me} Frédérique Rebeyrat | Chef du département | - Tous les actes relevant de la gestion des carrières (y compris les contrats d'agents non permanents) à l'exception des contrats d'engagement et des décisions concernant les agents permanents. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). | 120 |
| | En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Frédérique Rebeyrat | M ^{me} Sophie Miltchaliev | Adjoint au chef du département | - Tous les actes relevant de la gestion des carrières (y compris les contrats d'agents non-permanents) à l'exception des contrats d'engagement et des décisions concernant les agents permanents. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). | 120 |
| Département affaires sociales | Délégation permanente | M ^{me} Sandrine Godey | Chef du département | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations pour le compte du CHSCT. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). | 8 |
| Service formation | Délégation permanente | M ^{me} Laetitia Forlini | Chef du service | - Tous les actes relevant de la formation professionnelle à l'exception des contrats d'engagement et des décisions concernant les agents permanents et non-permanents. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). | 120 |
| | Délégation permanente | M ^{me} Nathalie Demongeot | Chef du service | - Tous les actes relevant de la paie à l'exception des contrats d'engagement et des décisions concernant les agents permanents et non-permanents. - Tous les actes de liquidation et d'ordonnement de la paie, des indemnités-chômage et des charges sociales. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). | |
| Service administration-payé-chômage | En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Nathalie Demongeot | M. Michel Colas | Adjoint du chef de service | - Tous les actes relevant de la paie à l'exception des contrats d'engagement et des décisions concernant les agents permanents et non-permanents. - Tous les actes de liquidation et d'ordonnement de la paie, des indemnités-chômage et des charges sociales. | |

2.10 Direction du bâtiment et des moyens techniques

Pour tous les actes relevant des attributions de la direction du bâtiment et des moyens techniques y compris l'établissement des ordres de missions dans l'Union européenne, en Suisse et en Norvège, l'attribution d'avances et la certification du « service fait » des frais de missions ainsi que les commandes et la certification du « service fait » pour les frais de réception, délégation permanente de signature est donnée à M^{me} Marie-Pierre Marche, directrice du bâtiment et des moyens techniques, dans la limite de 120 000 euros HT pour les actes emportant dépense, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, définis à l'article 3 de la présente décision.

En l'absence ou en cas d'empêchement de M^{me} Marie-Pierre Marche, dans la limite de la délégation conférée à cette dernière, délégation est donnée en qualité de suppléant à M. Luc Liogier, directeur de la maîtrise d'ouvrage.

Pour tous les actes relevant des attributions de la direction de la maîtrise d'ouvrage du Grand Palais, y compris l'établissement des ordres de missions dans l'Union européenne, en Suisse et en Norvège, l'attribution d'avances et la certification du « service fait » des frais de missions, les commandes et la certification du « service fait » pour les frais de réception, délégation permanente de signature est donnée à M. Luc Liogier, directeur de la maîtrise d'ouvrage du Grand Palais, pour l'ensemble des actes relevant de la direction de la maîtrise d'ouvrage du Grand Palais, dans la limite de 120 000 euros HT pour les actes emportant dépense, à l'exception des actes relevant du président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur, définis à l'article 3 de la présente décision.

Pour tous les actes relevant des attributions de la direction de la maîtrise d'ouvrage du Grand Palais et en l'absence ou en cas d'empêchement de M. Luc Liogier, directeur de la maîtrise d'ouvrage du Grand Palais, dans la limite de la délégation conférée à ce dernier, délégation est donnée en qualité de suppléant à M^{me} Isabelle Noraz, directrice adjointe de la maîtrise d'ouvrage du Grand Palais.

| Direction/sous-direction/département/service | Nature de la délégation | Nom du délégataire | Fonction | Objet de la délégation | Plafond (k euros HT) |
|--|--|----------------------------------|--|--|----------------------|
| Département des Moyens généraux | Délégation permanente | M ^{me} Martine Caumette | Chef du département | <ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes d'investissements liés au périmètre de son activité. - Signature des autres commandes, ordres de service, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense sur les achats de prestations et de biens liés à son activité, hors investissements. - Certification du « service fait » sur l'ensemble des achats de prestations et de biens liés à son activité y compris les investissements. - Certification du « service fait » sur l'ensemble des achats de prestations et de biens liés à son activité, sur les loyers (compte 613) et charges locatives. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). | 10 10 120 |
| | En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Martine Caumette | M. Ronald Preuvot | Chef du service aménagement et travaux | <ul style="list-style-type: none"> - Signature des bons de commande d'investissements liés au périmètre de son activité. - Signature des autres commandes, ordres de service, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense sur les achats de prestations et de biens liés à son activité hors investissements. - Certification du « service fait » sur l'ensemble des achats de prestations et de biens liés à son activité, y compris les investissements. - Certification du « service fait » sur l'ensemble des achats de prestations et de biens liés à son activité, sur les loyers (compte 613) et charges locatives. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). | 10 10 120 |
| | En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Martine Caumette et de M. Ronald Preuvot | M ^{me} Nelly Ellasi | Chef du service | <ul style="list-style-type: none"> - Signature des commandes, ordres de service, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations et de biens liés à son activité hors investissements. - Signature des ordres de mission et des états de frais à rembourser aux salariés (France uniquement et hors frais réception). | 10 |

| Direction/sous-direction/ département/service | Nature de la délégation | Nom du délégataire | Fonction | Objet de la délégation | Plafond (k euros HT) |
|--|---|--------------------------------|-----------------|--|-------------------------|
| Service technique des Galeries nationales | En l'absence ou en cas d'empêchement de M ^{me} Martine Caumette et de M. Ronald Preuvot | M. Jean-Jacques Le Blastier | Chef du service | - Signature des commandes, des ordres de service, des actes d'engagement juridique de dépense et des contrats emportant dépense et certification du « service fait » sur les achats de prestations, de biens et d'investissements liés à son activité entretien et maintenance-travaux des Galeries nationales. | 4 |

Art. 3. - Pour l'application de la présente décision, sont considérés comme des actes pris par le président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur ceux pris pour la passation des marchés et accords-cadres visés à l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au Code des marchés publics et à son décret d'application n° 2005-1742 du 30 décembre 2005.

Ne constituent pas des actes pris par le président de l'établissement en tant que représentant du pouvoir adjudicateur :

- les commandes inférieures à 20 000 euros HT ;
- les actes effectués en exécution des marchés et accords-cadres susvisés, notamment les ordres de service, les décisions de poursuivre, les décisions d'affermissement de tranches conditionnelles, les décisions d'acceptation des décomptes généraux et définitifs, les actes relatifs à la sous-traitance et les décisions de réception ;
- les bons de commande pris en application d'un marché préexistant.

Art. 4. - La présente décision annule et remplace la décision n° 2011-06 du 6 juin 2011.

Art. 5. - Le directeur général délégué est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président de l'établissement public
de la Réunion des musées nationaux
et du Grand Palais des Champs-Élysées,
Jean-Paul Cluzel

Arrêté du 8 juillet 2011 portant nomination à la commission des acquisitions du musée Rodin.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 93-163 du 2 février 1993 modifié relatif à l'École du Louvre, et notamment son article 2-2 ;

Vu l'arrêté du 8 août 2006 fixant la composition et le fonctionnement de la commission des acquisitions du musée Rodin,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est nommée membre de la commission des acquisitions du musée Rodin :

- M^{me} Sylvie Aubenas, conservateur général à la bibliothèque nationale de France, en remplacement de M^{me} Françoise Heilbrun, ayant fait valoir ses droits à la retraite.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre de la Culture et de la Communication
et par délégation :
Le directeur général des patrimoines,
Philippe Bélaval

Décision n° DFJ/DAMT/2011/18 du 22 juillet 2011 portant délégation de signature au musée du Louvre.

Le président-directeur,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret du 14 avril 2010 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la Culture et de la Communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu la décision du président-directeur du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Vu la décision n° DFJS/DAMT/2009/09 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature modifiée,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à M^{me} Sophie Lemonnier, directrice de l'architecture, de la muséographie et des techniques, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions :

- les actes d'engagements de dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ainsi que les bons de commande pris dans le cadre de l'exécution d'un marché à bons de commande dont le montant n'excède pas 90 000 euros HT ;
- les courriers de négociation des offres et les correspondances administratives dans le cadre des mises en concurrence prévues par le Code des marchés publics pour des procédures dont le montant n'excède

pas 90 000 euros HT, à savoir les transmissions et demandes de documents, à l'exception des lettres de rejet de candidatures des marchés publics pour les procédures dont le montant excède 20 000 euro HT ;

- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

Art. 2. - Délégation est donnée à M. Michel Antonietti, directeur adjoint en charge de la sous-direction de la muséographie, et à M. Jean-Pierre Clément, directeur adjoint en charge de la sous-direction technique, à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions respectives, tous actes, décisions et documents mentionnés à l'article 1^{er} de la présente décision.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Sophie Lemonnier, délégation est donnée à M. Michel Antonietti et à M. Jean-Pierre Clément à l'effet de signer, dans la limite des attributions de la direction de l'architecture, de la muséographie et des techniques, tous actes, décisions et documents mentionnés à l'article 1^{er} de la présente décision.

Art. 3. - Délégation est donnée à M^{me} Sophie Perseval, chef du service de planification de la prévision et de la gestion financière, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions :

- les actes d'engagements de dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 2 500 euros HT ;
- les courriers de négociation des offres et les correspondances administratives dans le cadre des mises en concurrence prévues par le Code des marchés publics pour des procédures dont le montant n'excède pas 90 000 euros HT, à savoir les transmissions et demandes de documents, à l'exception des lettres de rejet de candidatures des marchés publics pour les procédures dont le montant excède 20 000 euro HT ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Sophie Lemonnier, de M. Michel Antonietti et de M. Jean-Pierre Clément, délégation est donnée à M^{me} Sophie Perseval à l'effet de signer, dans la limite des attributions de la direction de l'architecture, de la muséographie et des techniques, tous actes, décisions et documents mentionnés à l'article 1^{er} de la présente décision.

Art. 4. - Délégation est donnée à :

- M^{me} Clio Karageorghis, chef du service architecture, muséographie et signalétique ;
- M. Philippe Carreau, chef du service travaux et maintenance du bâtiment ;
- M. Christian Ritter, chef du service équipements techniques ;
- M. Christophe Petitpas, chef du service des équipements de sécurité ;
- M. Hervé Jarousseau, chef du service des travaux muséographiques ;

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions respectives :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Art. 5. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Michel Antonietti, délégation est donnée à M^{me} Stéphanie Bossé, conducteur d'opérations muséographiques, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Art. 6. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre Clément, délégation est donnée à :

- M. Didier Marion, conducteur d'opération « schéma directeur incendie » ;
- M. Michel Hébert, conducteur d'opérations techniques ;

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions respectives, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Art. 7. - La présente décision annule et remplace la décision n° DFJS/DAMT/2009/09 susvisée.

Art. 8. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Art. 9. - Cette décision prend effet à compter de sa publication.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Mesures d'information

Relevé de textes parus au *Journal officiel*

JO n° 151 du 1^{er} juillet 2011

Culture et communication

Texte n° 40 Arrêté du 14 juin 2011 portant reconnaissance de diplômes d'architecte étrangers (diplôme d'architecte libanais délivré par l'école d'architecture et d'ingénierie de l'université libanaise américaine (Lebanese American University [LAU]) au Liban).

Texte n° 41 Arrêté du 14 juin 2011 portant reconnaissance de diplômes d'architecte étrangers (diplôme d'architecte arménien délivré par la faculté d'architecture de l'université d'État d'architecture et de construction d'Erevan en Arménie).

Texte n° 42 Arrêté du 23 juin 2011 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Expressionismus & Expressionismi, Berlin-Munich 1905-1920, Der Blaue Reiter vs Brücke*, à la pinacothèque de Paris).

Texte n° 86 Décret du 28 juin 2011 portant nomination du président de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (M. Jean-Paul Jacob).

Texte n° 87 Décret du 29 juin 2011 portant nomination au conseil d'administration de l'établissement public de la Cité de la musique.

Texte n° 88 Arrêté du 18 avril 2011 portant nomination (chef de service territorial de l'architecture et du patrimoine : M. Stéphane Aubertin, STAP Saône-et-Loire).

Fonction publique

Texte n° 43 Décret n° 2011-796 du 30 juin 2011 relatif à la suppression du traitement continué dans les régimes de pension des fonctionnaires, des militaires et des ouvriers des établissements industriels de l'État.

Avis divers

Texte n° 143 Vocabulaire de l'ingénierie nucléaire (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

JO n° 152 du 2 juillet 2011

Budget, comptes publics et réforme de l'État

Texte n° 20 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 16 au 20 mai 2011 (Gestion 2011) (pour la culture : Patrimoines, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Culture et communication

Texte n° 26 Arrêté du 20 avril 2011 portant extension des périodes chronologiques prévues par l'arrêté du 4 novembre 2010 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du service archéologique municipal de Béziers.

Texte n° 27 Arrêté du 20 avril 2011 portant extension des périodes chronologiques prévues par l'arrêté du 17 juillet 2007 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du service archéologique départemental de la Dordogne.

Texte n° 28 Arrêté du 20 avril 2011 portant extension des périodes chronologiques prévues par l'arrêté du 1^{er} juillet 2010 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du centre départemental d'archéologie du Finistère.

Texte n° 29 Arrêté du 20 avril 2011 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie du service d'archéologie du département du Val-de-Marne.

Texte n° 30 Arrêté du 20 avril 2011 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du service d'archéologie du département de Vaucluse.

Texte n° 31 Arrêté du 26 mai 2011 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive de l'association Amicale laïque de Carcassonne.

JO n° 153 du 3 juillet 2011

Budget, comptes publics et réforme de l'État

Texte n° 15 Arrêté du 27 juin 2011 portant organisation du service des achats de l'État.

Texte n° 17 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 23 au 27 mai 2011 (Gestion 2011) (pour la culture : Patrimoines, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Texte n° 19 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 6 juin au 10 juin 2011 (Gestion 2011) (pour la culture : Patrimoines, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 32 Décret du 1^{er} juillet 2011 portant nomination du sous-préfet de Châteaudun (M. Bernard Gonzales).

JO n° 154 du 5 juillet 2011**Conventions collectives**

Texte n° 60 Arrêté du 27 juin 2011 portant extension d'accords et d'avenants examinés en sous-commission des conventions et accords du 27 mai 2011 (dont art. 6 : formation professionnel tout au long de la vie conclu dans le secteur de l'édition phonographique ; art. 7 : sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques et des offices de commissaires-priseurs judiciaires).

JO n° 155 du 6 juillet 2011**Culture et communication**

Texte n° 38 Arrêté du 28 juin 2011 fixant la liste et la localisation des emplois de chef de mission du ministère de la Culture et de la Communication.

Texte n° 39 Arrêté du 1^{er} juillet 2011 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Expressionismus & Expressionismi, Berlin-Munich 1905-1920, Der Blaue Reiter vs. Brücke*, à la Pinacothèque de Paris).

Texte n° 40 Arrêté du 1^{er} juillet 2011 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *Beauté, morale et volupté dans l'Angleterre d'Oscar Wilde*, au musée d'Orsay - Paris).

Texte n° 70 Arrêté du 24 juin 2011 portant nomination du président du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais (M. Serge Toubiana).

Texte n° 71 Arrêté du 24 juin 2011 portant nomination au conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais.

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 41 Arrêté du 17 juin 2011 autorisant au titre de l'année 2012 l'ouverture de concours pour le recrutement de conservateurs stagiaires élèves de l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques.

Avis divers

Texte n° 112 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative) (dont : *Valoriser le patrimoine culturel de la France*, rapport de Françoise Benhamou et David Thesmar, Conseil d'analyse économique).

JO n° 156 du 7 juillet 2011**Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration**

Texte n° 20 Arrêté du 29 juin 2011 approuvant des modifications apportées aux statuts d'une association reconnue d'utilité publique (Association des amis de Vaux-le-Vicomte).

Éducation nationale, jeunesse et vie associative

Texte n° 37 Arrêté du 21 juin 2011 modifiant l'arrêté du 8 avril 2011 portant création de la spécialité « métiers de la mode, vêtement flou » du certificat d'aptitude professionnelle et fixant ses modalités de délivrance.

Budget, comptes publics et réforme de l'État

Texte n° 56 Arrêté du 6 juin 2011 portant nomination (agent comptable : M. Aurélien Fricot à l'École nationale supérieure d'architecture de Grenoble).

Texte n° 57 Arrêté du 6 juin 2011 portant nomination (agent comptable : M. Philippe Mazza à l'École nationale supérieure d'architecture de Lyon).

Conventions collectives

Texte n° 64 Arrêté du 30 juin 2011 portant élargissement d'un accord régional (Languedoc-Roussillon) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Texte n° 65 Arrêté du 30 juin 2011 portant élargissement d'un accord régional (Poitou-Charentes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

JO n° 157 du 8 juillet 2011**Premier ministre**

Texte n° 2 Circulaire du 7 juillet 2011 relative à la qualité du droit.

Éducation nationale, jeunesse et vie associative

Texte n° 28 Arrêté du 21 juin 2011 modifiant l'arrêté du 7 avril 2011 portant création de la spécialité « agencement de l'espace architectural » du baccalauréat professionnel et fixant ses modalités de délivrance.

Texte n° 29 Arrêté du 21 juin 2011 modifiant l'arrêté du 8 avril 2011 portant création de la spécialité « métiers de la mode, vêtement tailleur » du certificat d'aptitude professionnelle et fixant ses modalités de délivrance.

Culture et communication

Texte n° 34 Décret n° 2011-818 du 7 juillet 2011 relatif à la prorogation des mandats de certains membres du conseil scientifique de l'Institut national de recherches archéologiques préventives.

Texte n° 35 Arrêté du 30 juin 2011 portant délégation de signature (cabinet du ministre).

Texte n° 91 Décret du 6 juillet 2011 portant nomination au conseil d'administration de la société par actions simplifiée « Palais de Tokyo » (MM. Christopher Miles, Georges-François Hirsch, Jean-Pierre Simon, Christophe Beaux et Bruno Parent).

Texte n° 92 Arrêté du 29 juin 2011 portant nomination au cabinet du ministre (M. Raphaël Benda, chef adjoint).

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 53 Décret du 6 juillet 2011 portant cessation de fonctions de la sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle (M^{me} Juliette Trignat).

Texte n° 54 Décret du 6 juillet 2011 portant nomination du sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle (M. Luc Vilain).

Budget, comptes publics et réforme de l'État

Texte n° 67 Arrêté du 6 juin 2011 portant nomination (agent comptable : M^{me} Brigitte Rousere à l'établissement public du château de Fontainebleau).

JO n° 158 du 9 juillet 2011

Éducation nationale, jeunesse et vie associative

Texte n° 30 Décret n° 2011-773 du 28 juin 2011 relatif au Haut Conseil à la vie associative (rectificatif).

Culture et communication

Texte n° 38 Décret n° 2011-825 du 7 juillet 2011 pris pour l'application de l'article 36 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

Texte n° 39 Arrêté du 20 juin 2011 portant agrément pour la conservation d'archives publiques courantes et intermédiaires (Orsid Production).

Texte n° 87 Décret du 7 juillet 2011 portant nomination du directeur du Théâtre national de Chaillot (M. Didier Deschamps).

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 74 Décret du 8 juillet 2011 portant nomination du préfet de la Haute-Corse (M. Louis Le Franc).

Conventions collectives

Texte n° 100 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Auvergne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Texte n° 101 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager.

JO n° 159 du 10 juillet 2011

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 15 Décret du 8 juillet 2011 portant cessation de fonctions du directeur de cabinet du préfet de la région Alsace, préfet du Bas-Rhin (1^{re} catégorie) (M. Thierry Devimeux).

Texte n° 16 Décret du 8 juillet 2011 portant cessation de fonctions du sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Pays de la Loire, préfet de la Loire-Atlantique (M. Frédéric Joram).

Texte n° 17 Décret du 8 juillet 2011 portant nomination du sous-préfet de Mayenne (M. Jacques Lauvergnat).

Texte n° 18 Décret du 8 juillet 2011 portant nomination du sous-préfet de Saintes (M. Thierry Tesson).

JO n° 160 du 12 juillet 2011

Justice et libertés

Texte n° 5 Arrêté du 4 juillet 2011 fixant la composition du dossier accompagnant la demande de reconnaissance des qualifications professionnelles prévu à l'article R. 321-66 du Code de commerce (ventes volontaires de meubles aux enchères publiques).

Premier ministre

Texte n° 25 Arrêté du 8 juillet 2011 portant nomination (secrétaire général pour les affaires régionales : M. Thierry Devimeux, SGAR Réunion).

Budget, comptes publics et réforme de l'État

Texte n° 66 Arrêté du 28 juin 2011 portant nomination (agent comptable : M^{me} Marie-Annick Sambroni au centre interrégional de conservation et de restauration du patrimoine Belle de mai).

Convention collectives

Texte n° 76 Arrêté du 5 juillet 2011 portant extension d'un accord régional (Pays de la Loire) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Avis divers

Texte n° 129 Avis relatif au renouvellement de licence d'agence de mannequins (M. Jean-Luc Darier, Imagine).

Texte n° 130 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement d'enfants mannequins (Model Agency Les filles).

Texte n° 131 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement d'enfants mannequins (Frimousse).

JO n° 161 du 13 juillet 2011

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 44 Arrêté du 5 juillet 2011 modifiant l'arrêté du 21 avril 2010 relatif à la prorogation du mandat des membres du conseil économique, social et environnemental de Mayotte et du conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement de Mayotte.

Culture et communication

Texte n° 40 Arrêté du 5 juillet 2011 modifiant l'arrêté du 2 août 2002 attribuant l'appellation « musée de France » en application des dispositions de l'article 18-II de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 (à la

place de musée municipal des Beaux-Arts de Limoges-Palais de l'Évêché, lire musée des Beaux-Arts de Limoges-Palais de l'Évêché).

Premier ministre

Texte n° 46 Décret du 11 juillet 2011 portant nomination à la commission d'accès aux documents administratifs (M. Serge Daël, président suppléant).

Conventions collectives

Texte n° 68 Arrêté du 6 juillet 2011 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (n° 2666).

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 136 Avis de vacance d'emploi de directeur régional des affaires culturelles (région Alsace).

Texte n° 137 Avis de vacance de postes de conservateurs du patrimoine.

Avis divers

Texte n° 138 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative) (dont : *Pour une histoire des politiques culturelles dans le monde : 1945-2011*, Comité d'histoire du ministère de la Culture sous la direction de Philippe Poirrier).

Texte n° 141 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement d'enfants mannequins (Bout'chou).

Texte n° 142 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement d'enfants mannequins (Apparence).

Texte n° 143 Avis relatif au renouvellement de licence d'agence de mannequins (M^{me} Claude Regard, Regard's).

Texte n° 144 Avis relatif au renouvellement de licence d'agence de mannequins (M. Patrick Goavec, ACC).

Texte n° 148 Avis d'appel au mécénat d'entreprise pour l'acquisition par l'État d'une œuvre présentant un intérêt majeur pour le patrimoine national dans le cadre de l'article 238 *bis* 0A du Code général des impôts (pour le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou, musée national d'Art moderne - Centre de création industrielle : ensemble de plus de 6 000 tirages photographiques originaux présentant un panorama de la photographie moderne du xx^e siècle et plus particulièrement de l'entre-deux-guerres en France regroupant des œuvres d'une centaine de photographes différents).

JO n° 162 du 14 juillet 2011

Ordre national de la Légion d'honneur

Texte n° 4 Décret du 13 juillet 2011 portant élévation aux dignités de grand'croix et de grand officier.

Texte n° 5 Décret du 13 juillet 2011 portant promotion (pour le ministère de la Culture et de la Communication : Au grade de commandeur : M. Hervé Bourges, M^{me} Magdeleine Mesplé et M. Pierre Tchernia).

Texte n° 9 Décret du 13 juillet 2011 portant promotion et nomination (pour le ministère de la Culture et de la Communication : Au grade d'officier : MM. Gilles Fuchs, Jean-Michel Jarre, Claude Lemesle, M^{mes} Claude Lévy-Soussan, Jacqueline Sanson et M. Jean-Paul Viguier).

Culture et communication

Texte n° 39 Arrêté du 7 juillet 2011 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2011 aux concours de recrutement de conservateurs stagiaires du patrimoine.

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 88 Décision n° 2011-381 du 21 juin 2011 portant désignation de membres du comité technique radiophonique de Bordeaux (titulaire : M. Jean-Claude Barros ; suppléants : MM. Maurice Testemale et Étienne Damome).

Avis divers

Texte n° 118 Avis relatif au renouvellement de licence d'agence de mannequins (M. Vincent Peter, Silent).

Texte n° 119 Avis relatif au renouvellement de licence d'agence de mannequins (M. Éric Drossart, IMG).

Texte n° 120 Avis relatif au renouvellement de licence d'agence de mannequins (M^{me} Virginie Dambrine, Frimousse).

JO n° 163 du 16 juillet 2011

Premier ministre

Texte n° 26 Arrêté du 13 juillet 2011 portant nomination (secrétaire général pour les affaires régionales : M. Jacques Garau, SGAR Alsace).

Culture et communication

Texte n° 54 Décret du 15 juillet 2011 portant nomination de l'administratrice générale de la Comédie-Française (M^{me} Muriel Mayette).

JO n° 164 du 17 juillet 2011

Premier ministre

Texte n° 1 Arrêté du 15 juillet 2011 fixant la répartition dans les administrations centrales de l'État des emplois d'administrateur civil à pourvoir au choix au titre de l'année 2011 (dont : ministère de la Culture et de la Communication : 1 poste).

Conventions collectives

Texte n° 22 Arrêté du 6 juillet 2011 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des cadres et agents de maîtrise de l'édition de musique (n° 1016).

Texte n° 23 Arrêté du 6 juillet 2011 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des employés de l'édition de musique (n° 1194).

Texte n° 26 Arrêté du 6 juillet 2011 portant extension d'un accord régional (Alsace) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Texte n° 33 Arrêté du 7 juillet 2011 portant extension d'un accord régional (Basse-Normandie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Texte n° 35 Arrêté du 7 juillet 2011 portant extension d'un accord régional (Corse) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Texte n° 36 Arrêté du 7 juillet 2011 portant extension d'un accord régional (Nord - Pas-de-Calais) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Texte n° 39 Arrêté du 7 juillet 2011 portant extension d'un accord régional (Provence-Alpes-Côte d'Azur) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

JO n° 165 du 19 juillet 2011

Culture et communication

Texte n° 18 Arrêté du 6 juillet 2011 modifiant l'arrêté du 8 novembre 2007 fixant les modalités des concours d'accès au corps des conservateurs du patrimoine.

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 31 Arrêté du 16 juin 2011 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateur territorial de bibliothèques : M^{me} Gaël Ropars).

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 33 Décision n° 2011-P-03 du 16 juin 2011 portant création du comité technique de proximité du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 57 Avis de vacance d'emploi de directeur régional des affaires culturelles (région Poitou-Charentes).

JO n° 166 du 20 juillet 2011

Culture et communication

Texte n° 30 Décret n° 2011-848 du 18 juillet 2011 relatif aux écoles nationales supérieures d'architecture et à la Cité de l'architecture et du patrimoine.

Texte n° 83 Arrêté du 11 juillet 2011 portant nomination à la commission paritaire prévue à l'article L. 132-44 du Code de la propriété intellectuelle (droit d'exploitation des œuvres des journalistes).

JO n° 167 du 21 juillet 2011

Texte n° 1 Loi n° 2011-850 du 20 juillet 2011 de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques.

Texte n° 3 Loi n° 2011-852 du 20 juillet 2011 relative à la régulation du système de distribution de la presse.

Éducation nationale, jeunesse et vie associative

Texte n° 31 Arrêté du 5 juillet 2011 portant création de la spécialité « métiers d'art-élaboration de projets de communication visuelle » du brevet d'études professionnelles et fixant ses modalités de délivrance.

JO n° 168 du 22 juillet 2011

Texte n° 4 Loi n° 2011-857 du 20 juillet 2011 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à la restauration du patrimoine architectural de la ville de L'Aquila.

Texte n° 6 Loi n° 2011-859 du 20 juillet 2011 de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010.

Culture et communication

Texte n° 30 Arrêté du 22 juin 2011 fixant le montant des indemnités susceptibles d'être allouées au président et aux membres du collège de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet ainsi qu'aux membres de la commission de protection des droits.

Texte n° 31 Arrêté du 11 juillet 2011 complétant la liste des publications périodiques visées au titre 1^{er} du décret n° 85-1305 du 9 décembre 1985 pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1985 relative à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (*Le Chasseur haut-marnais*).

Texte n° 32 Arrêté du 20 juillet 2011 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *Baselitz*, au musée d'Art moderne de la ville de Paris).

Texte n° 33 Arrêté du 20 juillet 2011 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Au royaume d'Alexandre le Grand. La Macédoine antique*, au musée du Louvre, hall Napoléon, Paris).

Texte n° 54 Décret du 20 juillet 2011 portant nomination à la commission permanente de contrôle des sociétés de perception et de répartition des droits (M^{me} Sylvie Mandel et M. Philippe Grégoire).

Texte n° 55 Arrêté du 20 juin 2011 portant nomination de la directrice générale déléguée de la société par actions simplifiée Palais de Tokyo (M^{me} Julie Narbey).

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 45 Décret du 21 juillet 2011 portant cessation de fonctions de la sous-préfète de Cosne-Cours-sur-Loire (M^{me} Marina Muraro).

Conventions collectives

Texte n° 67 Arrêté du 13 juillet 2011 portant extension d'accords et d'avenants examinés en sous-commission des conventions et accords du 6 juillet 2011 (dont : convention collective nationale des mannequins adultes et mannequins enfants de moins de seize ans employés par les agences de mannequins n° 2397 du 22 juin 2004).

Texte n° 69 Arrêté du 13 juillet 2011 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles (n° 1285).

Texte n° 79 Arrêté du 13 juillet 2011 portant élargissement d'un accord régional (Haute-Normandie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Texte n° 80 Arrêté du 13 juillet 2011 portant élargissement d'un accord régional (Rhône-Alpes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

JO n° 169 du 23 juillet 2011**Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration**

Texte n° 12 Décret du 21 juillet 2011 portant reconnaissance d'une fondation comme établissement d'utilité publique (Fondation Marta Pan et André Wogenscky).

Texte n° 65 Décret du 22 juillet 2011 portant nomination du préfet de la région Poitou-Charentes, préfet de la Vienne (hors classe) (M. Yves Dassonville).

Texte n° 66 Décret du 22 juillet 2011 portant nomination du préfet de la région Limousin, préfet de la Haute-Vienne (hors classe) (M. Jacques Reiller).

Texte n° 68 Décret du 22 juillet 2011 portant nomination du préfet de la Manche (M. Adolphe Colrat).

Texte n° 69 Décret du 22 juillet 2011 portant nomination du préfet de Meurthe-et-Moselle (M. Raphaël Bartolt).

Texte n° 70 Décret du 22 juillet 2011 portant nomination du préfet de l'Orne (M. Joël Bouchité).

Texte n° 71 Décret du 22 juillet 2011 portant nomination du préfet de Mayotte (M. Thomas Degos).

Culture et communication

Texte n° 41 Arrêté du 20 juillet 2011 fixant le montant des indemnités pouvant être allouées au président de la commission de contrôle instituée par l'article 13 du décret n° 99-79 du 5 février 1999 relatif au fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale.

Texte n° 42 Arrêté du 20 juillet 2011 fixant le montant des indemnités pouvant être allouées au président de la commission de contrôle instituée pour l'application de l'article 9 du décret n° 2005-1096 du 2 septembre

2005 relatif à la cessation d'activité de certains salariés de la convention collective de travail des ouvriers des entreprises de presse de la région parisienne et de la convention collective de travail des cadres techniques de la presse quotidienne parisienne et de l'article 9 du décret n° 2006-657 du 2 juin 2006 relatif à la cessation d'activité de certains salariés relevant des conventions collectives de la presse quotidienne régionale et de la presse quotidienne départementale.

Texte n° 81 Décret du 22 juillet 2011 portant nomination d'un inspecteur général des affaires culturelles (M. François Hurard).

Ville

Texte n° 46 Arrêté du 30 juin 2011 portant prorogation de la convention constitutive du groupement d'intérêt public « Échanges et productions radiophoniques ».

Conventions collectives

Texte n° 90 Arrêté du 13 juillet 2011 portant élargissement d'un accord régional (Midi-Pyrénées) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Texte n° 91 Arrêté du 13 juillet 2011 portant élargissement d'un accord régional (Aquitaine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Texte n° 92 Arrêté du 13 juillet 2011 portant élargissement d'un accord régional (Lorraine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Texte n° 93 Arrêté du 13 juillet 2011 portant élargissement d'un accord régional (Limousin) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Texte n° 94 Arrêté du 13 juillet 2011 portant élargissement d'un accord régional (Bourgogne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Avis divers

Texte n° 127 Avis relatif à une modification de licence d'agence de mannequins (M^{me} Bérengère Le Bozec, Nouvelle Ère).

JO n° 171 du 26 juillet 2011**Culture et communication**

Texte n° 33 Arrêté du 15 juillet 2011 fixant les modalités des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires du ministère de la Culture et de la Communication.

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 52 Décret du 22 juillet 2011 portant nomination du sous-préfet de Rethel (M. Éric Zabouraeff).

Texte n° 53 Décret du 22 juillet 2011 portant nomination du secrétaire général de la préfecture du Nord (1^{re} catégorie) (M. Marc-Étienne Pinauld).

Conventions collectives

Texte n° 72 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Alsace) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Texte n° 73 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Basse-Normandie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Texte n° 74 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Corse) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Texte n° 75 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Nord - Pas-de-Calais) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Texte n° 76 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Pays de la Loire) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Texte n° 77 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Provence-Alpes-Côte d'Azur) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

JO n° 172 du 27 juillet 2011

Budget, comptes publics et réforme de l'État

Texte n° 67 Arrêté du 22 juin 2011 portant établissement de la liste d'aptitude pour le recrutement dans le cadre d'emplois de conservateur territorial du patrimoine (session 2009).

Texte n° 66 Arrêté du 21 juin 2011 portant établissement de la liste d'aptitude pour le recrutement dans le cadre d'emplois de conservateur territorial de bibliothèques (session 2009).

Fonction publique

Texte n° 70 Arrêté du 13 juillet 2011 fixant la liste des élèves des instituts régionaux d'administration aptes à être titularisés (promotion 2010-2011).

JO n° 173 du 28 juillet 2011

Premier ministre

Texte n° 6 Arrêté du 27 juillet 2011 relatif à l'approbation du cahier des charges de l'appel à projets « Programme national très haut débit - Réseau d'initiative publique ».

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 16 Arrêté du 12 juillet 2011 portant ouverture de concours de technicien territorial au titre de l'année 2012 organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Loire-Atlantique en convention avec les centres de gestion de Maine-et-Loire, de la Mayenne, de la Sarthe et de la Vendée (métier du spectacle).

Budget, comptes publics et réforme de l'État

Texte n° 31 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 13 au 17 juin 2011 (gestion 2011) (pour la culture : Patrimoines, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Culture et communication

Texte n° 40 Arrêté du 20 juillet 2011 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Danser sa vie*, au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou).

Texte n° 41 Arrêté du 20 juillet 2011 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Henri Matisse, paires/impaires*, au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou).

Texte n° 42 Arrêté du 22 juillet 2011 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Destins souverain*, au musée national du Palais impérial de Compiègne et au musée des châteaux de Malmaison et de Bois-Préau).

Texte n° 43 Arrêté du 22 juillet 2011 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Erre, variations labyrinthiques*, au Centre Pompidou-Metz).

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 76 Décret du 27 juillet 2011 portant nomination du directeur de cabinet du préfet des Pyrénées-Orientales (M. Emmanuel Moulard).

Texte n° 77 Décret du 27 juillet 2011 portant nomination du sous-préfet de Saint-Dié-des-Vosges (M. Christophe Salin).

Texte n° 78 Décret du 27 juillet 2011 portant cessation de fonctions du sous-préfet de Saint-Dié-des-Vosges (M. Éric de La Moussaye).

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 93 Décret du 26 juillet 2011 portant approbation de l'élection à l'Académie des inscriptions et belles-lettres (M. Jean Guilaine).

Travail, emploi et santé

Texte n° 109 Arrêté du 18 juillet 2011 portant élargissement d'un accord régional (Centre) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

JO n° 174 du 29 juillet 2011

Texte n° 2 Loi n° 2011-893 du 28 juillet 2011 pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels

Affaires étrangères et européennes

Texte n° 5 Arrêté du 26 juillet 2011 fixant la liste des groupes d'indemnité de résidence et modifiant les montants de l'indemnité de résidence en application du décret n° 67-290 du 28 mars 1967 fixant les modalités de calcul des émoluments des personnels de l'État et des établissements publics de l'État à caractère administratif en service à l'étranger.

Texte n° 47 Arrêté du 22 juillet 2011 portant attribution de fonctions (régisseurs de recettes) (M^{me} Monique Constant, conservatrice générale du patrimoine, est nommée régisseuse intérimaire de recettes auprès de la direction des archives).

Culture et communication

Texte n° 30 Arrêté du 20 juillet 2011 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Kusama*, au Centre Pompidou, musée national d'Art moderne, galerie Sud).

JO n° 175 du 30 juillet 2011

Texte n° 1 Loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011.

Conseil constitutionnel

Texte n° 3 Décision n° 2011-638 DC du 28 juillet 2011.
Texte n° 4 Saisine du Conseil constitutionnel en date du 13 juillet 2011 présentée par au moins soixante députés, en application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution, et visée dans la décision n° 2011-638 DC.
Texte n° 5 Observations du Gouvernement sur le recours dirigé contre la loi de finances rectificative pour 2011.

Justice et libertés

Texte n° 26 Décret n° 2011-904 du 29 juillet 2011 relatif à la procédure applicable devant le Défenseur des droits.

Budget, comptes publics et réforme de l'État

Texte n° 43 Décret n° 2011-908 du 29 juillet 2011 portant répartition des crédits ouverts et annulés par la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011 (pour la culture : Patrimoines, Création, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Conventions collectives

Texte n° 77 Avis relatif à l'extension d'accords professionnels conclus dans le cadre de la convention collective nationale de la librairie.

JO n° 176 du 31 juillet 2011**Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 13 Arrêté du 28 juillet 2011 fixant les taux des droits de scolarité dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Réponses aux questions écrites

ASSEMBLÉE NATIONALE

JO AN du 5 juillet 2011

- M. Jean-Marc Roubaud et M^{me} Chantal Bourragué sur la diffusion des chaînes françaises au Maghreb qui prendra fin en novembre 2011.

(Questions n^{os} 77298-27.04.2010 ; 94902-07.12.2010).

- M. Philippe Meunier sur les conditions d'utilisation de la langue française très malmenée dans les grandes organisations internationales et même à l'ONU.

(Question n^o 85121-27.07.2010).

- M. Yves Nicolin sur l'inquiétude exprimée par de nombreux ménages qui, encouragés par l'État, se sont équipé de matériel individuel spécifique pour pouvoir capter la TNT.

(Question n^o 100470-22.02.2011).

- MM. Pascal Brindeau, Pascal Deguilhem, Germinal Peiro, Jean Proriot, François Sauvadet et Jean-Paul Chanteguet sur l'obligation de salariat et de mise en conformité avec le droit du travail des artistes étrangers non issus de l'Union européenne amateurs et bénévoles qui participent aux festivals folkloriques sur le territoire français chaque année.

(Questions n^{os} 101720-08.03.2011 ; 102347-15.03.2011 ; 102348-15.03.2011 ; 102987-22.03.2011 ; 104904-12.04.2011 ; 104905-12.04.2011).

- MM. Patrice Verchère et Jean Auclair l'insuffisance du montant de l'aide pour l'installation d'un mode de réception alternatif à l'antenne râteau ou intérieure pour la réception de la TNT.

(Questions n^{os} 102132-15.03.2011 ; 107657-10.05.2011).

- MM. Pierre Morel-A-L'Huissier et Hervé Féron sur le projet de fusion entre France 24 et RFI.

(Questions n^{os} 102788-22.03.2011 ; 104628-12.04.2011).

- M. Jean-Claude Lenoir sur les obstacles du droit d'auteur auxquels se heurtent les enseignants qui souhaitent diffuser un film à leurs élèves dans le cadre d'un projet pédagogique.

(Question n^o 103782-29.03.2011).

- M. Jean-Marc Nesme, M^{me} Marie-Jo Zimmermann, MM. Philippe Vitel, Jacques Remiller et M^{me} Isabelle Vasseur sur le problème suscité par l'exposition de

l'œuvre américaine « Piss Christ » au musée d'art contemporain d'Avignon.

(Questions n^{os} 105088-12.04.2011 ; 107444-03.05.2011 ; 108014-10.05.2011 ; 108015-10.05.2011 ; 108016-10.05.2011).

- M. François Vannson sur la loi dite du « 1 % artistique », (Questions n^{os} 105407-19.04.2011 ; 105408-19.04.2011 ; 105409-19.04.2011 ; 105410-19.04.2011).

- M. Michel Zumkeller sur les actions menées par la Commission de rémunération des auteurs en publicité en 2010.

(Question n^o 107381-03.05.2011).

- M. Michel Zumkeller sur les actions menées par le Conseil supérieur des musiques actuelles en 2010.

(Question n^o 107434-03.05.2011).

- MM. Hervé Féron, Christian Eckert, Jean-Yves Le Déaut et Michel Pajon sur la vente des documents autographes de Maximilien Robespierre ainsi que ceux concernant la famille Le Bas, proposés lors de la vente aux enchères chez Sotheby's.

(Questions n^{os} 107637-10.05.2011 ; 108343-17.05.2011 ; 108344-17.05.2011 ; 108345-17.05.2011).

- M. Pierre Morel-A-L'Huissier sur la dissolution du Conseil de la création artistique.

(Question n^o 107715-10.05.2011).

- M^{me} Corinne Erhel sur les modalités d'attribution de l'aide au mérite accordée aux étudiants ayant obtenu la mention « très bien » au baccalauréat et décidant de suivre une formation supérieure.

(Question n^o 109729-31.05.2011).

- M. Pierre-Alain Muet sur l'appel lancé par le Comité de défense des artistes du Grand Palais, concernant l'organisation des salons artistiques dans ce bâtiment.

(Question n^o 109956-31.05.2011).

- M. Jacques Valax sur la colère de nombreux gérants de lieux sonorisés (salons de coiffure, commerces de distribution, cafés, restaurants, bars etc.) suite au nouveau mode de calcul de la redevance de la SPRE variant selon la nature des établissements mais conduisant, dans tous les cas, à des augmentations spectaculaires.

(Question n^o 110029-31.05.2011).

- M. Philippe Meunier sur le recul de l'usage du français comme langue de travail dans les institutions

internationales et celles de l'Union européenne depuis plusieurs années.
(Question n° 11042807-06.2011).

JO AN du 19 juillet 2011

- M. Francis Saint-Léger sur les mesures prévues afin de développer l'offre patrimoniale.
(Question n° 96909-28.12.2010).

- M. Patrick Balkany sur l'accompagnement technique et financier apporté aux personnes isolées ou âgées dans le passage à la télévision tout numérique (question transmise).
(Question n° 104020-05.04.2011).

- M. Michel Zumkeller sur les actions menées par le comité consultatif des prêts et dépôts d'œuvres et d'objets d'art inscrits sur l'inventaire du Fonds national d'art contemporain en 2010 et sur les moyens financiers et humains mis à disposition de cet organisme.
(Question n° 107342-03.05.2011).

- M. Michel Zumkeller sur les actions menées par la commission « Copie privée » en 2010 et sur les moyens financiers et humains mis à disposition de cet organisme.
(Question n° 107355-03.05.2011).

- M. Michel Zumkeller sur les actions menées par la Commission artistique nationale en 2010 et sur les moyens financiers et humains mis à disposition de cet organisme.
(Question n° 107356-03.05.2011).

- M. Michel Zumkeller sur les actions menées par la commission consultative d'aide à la création pour les compositeurs d'œuvres musicales, lyriques ou chorégraphiques en 2010 et sur les moyens financiers et humains mis à disposition de cet organisme.
(Question n° 107358-03.05.2011).

- M. Michel Zumkeller sur les actions menées par la commission consultative d'aide à la première exposition et au premier catalogue en 2010 et sur les moyens financiers et humains mis à disposition de cet organisme.
(Question n° 107359-03.05.2011).

- M. Michel Zumkeller sur les actions menées par la commission consultative de la commande publique en 2010 et sur les moyens financiers et humains mis à disposition de cet organisme.
(Question n° 107360-03.05.2011).

- M. Michel Zumkeller sur les actions menées par la commission consultative de la création artistique chargée de donner un avis sur les propositions d'achat d'œuvres d'artistes contemporains dans le domaine des arts plastiques (peinture, sculpture, arts graphiques) en 2010 et sur les moyens financiers et humains mis à disposition de cet organisme.
(Question n° 107361-03.05.2011).

- M. Michel Zumkeller sur les actions menées par la commission consultative de la création artistique compétente en matière d'arts décoratifs et de métiers d'art en 2010 et sur les moyens financiers et humains mis à disposition de cet organisme.
(Question n° 107362-03.05.2011).

- M. Michel Zumkeller sur les actions menées par la Commission nationale « Culture handicap » en 2010 et sur les moyens financiers et humains mis à disposition de cet organisme.
(Question n° 107397-03.05.2011).

- M. Michel Zumkeller sur les actions menées par la Commission nationale consultative d'attribution des aides à la création audiovisuelle et multimédia (image/mouvement) en 2010 et sur les moyens financiers et humains mis à disposition de cet organisme.
(Question n° 107400-03.05.2011).

- M. Michel Zumkeller sur les actions menées par le Conseil des arts et lettres en 2010 et sur les moyens financiers et humains mis à disposition de cet organisme.
(Question n° 107422-03.05.2011).

JO AN du 26 juillet 2011

- M. André Schneider sur la lutte contre l'obésité infantile et la promotion d'une bonne alimentation dans les programmes et les publicités à destination des enfants.
(Question n° 56322-28.07.2009).

- M. Daniel Spagnou sur le caractère indispensable des chaînes locales dans les territoires locaux.
(Question n° 65695-08.12.2009).

- M. Bernard Carayon sur la réalisation d'un objectif majeur de la révision générale des politiques publiques qu'est l'amélioration de la qualité des services à l'égard des usagers.
(Question n° 94825-07.12.2010).

- MM. Michel Hunault, Jacques Remiller, André Schneider et M^{me} Catherine Lemorton sur les conditions dans lesquelles a été augmentée de façon exorbitante pour les salons de coiffure la redevance que ces professionnels acquittent pour avoir le droit de diffuser de la musique.
(Questions n°s 96062-14.12.2010 ; 96649-21.12.2010 ; 96650-21.12.2010 ; 111081-14.06.2011).

- M. Paul Giacobbi sur la transformation de l'une des dépendances du château de Versailles en hôtel de luxe en le concédant à une société privée.
(Question n° 96591-21.12.2010).

- M. Michel Vauzelle sur les vives inquiétudes des professionnels du spectacle vivant engendrées par la baisse généralisée des moyens accordés à la production et à la diffusion dans ce domaine.
(Question n° 98210-25.01.2011).

- M. Bernard Perrut sur les conséquences du développement des nouvelles technologies d'Internet qui détournent de plus en plus les jeunes de la pratique de la lecture.

(Question n° 103465-29.03.2011).

- M. Lionel Tardy sur les mesures qui ont été prises, depuis la promulgation de la loi n° 2008-696 du 15 juillet 2008 relative aux archives, pour assurer la pérennité des archives numériques.

(Question n° 103989-05.04.2011).

- M^{me} Muriel Marland-Militello sur l'accès à l'art et à la culture dans les établissements de santé.

(Questions n°s 104899-12.04.2011 ; 104900-12.04.2011).

- M. Christian Eckert sur le projet de fusion entre France 24 et RFI.

(Question n° 105382-19.04.2011).

- M. Michel Zumkeller sur les actions menées par le comité d'orientation stratégique de la modernisation en 2010 les moyens financiers et humains mis à disposition de cet organisme.

(Question n° 107345-03.05.2011).

- M. Michel Zumkeller sur les actions menées par le comité d'orientation du fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale en 2010 et les moyens financiers et humains mis à disposition de cet organisme.

(Question n° 107351-03.05.2011).

- M. Michel Zumkeller sur les actions menées par la commission pour l'expansion de la presse française à l'étranger en 2010 et les moyens financiers et humains mis à disposition de cet organisme.

(Question n° 107413-03.05.2011).

- M. Michel Zumkeller sur les actions menées par le conseil scientifique de la recherche et des études à la délégation aux arts plastiques en 2010 et les moyens financiers et humains mis à disposition de cet organisme.

(Question n° 107430-03.05.2011).

- M. Michel Zumkeller sur les actions menées par le Haut Comité pour les célébrations nationales en 2010 et les moyens financiers et humains mis à disposition de cet organisme.

(Question n° 107435-03.05.2011).

- M. Patrick Beaudouin sur l'avenir des salles de cinéma indépendantes.

(Question n° 107638-10.05.2011).

- M^{me} Catherine Coutelle sur la question de la réhabilitation de Louis Renault, fondateur et constructeur de la marque automobile, posée après la diffusion d'un documentaire télévisé.

(Question n° 108366-17.05.2011).

- M. Bernard Perrut sur les effets produits auprès de nombreux chrétiens par l'exposition de l'œuvre américaine « Piss Christ » au musée d'Avignon.

(Question n° 109957-31.05.2011).

- M^{me} Sylvie Andrieux sur la décision de créer une Maison de l'histoire de France et d'avoir retenu comme siège de cette nouvelle institution le site des Archives nationales, à Paris dans le Marais.

(Question n° 111587-21.06.2011).

SÉNAT

JO S du 7 juillet 2011

- M. Jean Louis Masson sur le problème suscité par l'exposition de l'œuvre américaine « Piss Christ » au musée d'art contemporain d'Avignon.

(Question n° 18379-05.05.2011).

- M. Antoine Lefèvre sur la mise en vente de manuscrits de Robespierre chez Sotheby's.

(Question n° 18556-05.05.2011).

JO S du 14 juillet 2011

- MM. Didier Guillaume, André Vantomme et Jean-François Maye sur les difficultés pour faire venir des artistes traditionnels étrangers lors de festivals de folklore et d'art traditionnels.

(Questions n°s 17084-10.02.2011 ; 17954-07.04.2011 ; 18141-14.04.2011).

- M. Jean-Pierre Plancade sur les contraintes administratives imposées aux bibliothécaires pour procéder aux déclarations des achats de livres des bibliothèques soumises au droit de prêt (question transmise).

(Question n° 18033-07.04.2011).

JO S du 21 juillet 2011

- M. Jean-Pierre Plancade sur la précarisation du travail d'écrivain.

(Question n° 18050-07.04.2011).

- M^{me} Maryvonne Blondin sur la suppression du conseil de la création artistique.

(Question n° 18995-16.06.2011).

Divers

Liste des étudiants ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 11W).**Septembre 2006**

| | | |
|------------------|-----------------|-------|
| 6 septembre 2006 | M. TAHARI Larbi | Lille |
|------------------|-----------------|-------|

| | | |
|-------------------|----------------------------------|-------|
| 15 septembre 2006 | M ^{lle} BOUQUET Adeline | Lille |
|-------------------|----------------------------------|-------|

Septembre 2007

| | | |
|-------------------|----------------------|-------------------|
| 26 septembre 2007 | M. CHEVAL Jean-Marie | Paris-La Villette |
|-------------------|----------------------|-------------------|

Juillet 2008

| | | |
|-----------------|-----------------|----------|
| 10 juillet 2008 | M. ROLLAND Paul | Bordeaux |
|-----------------|-----------------|----------|

Septembre 2008

| | | |
|-------------------|----------------------------------|-------------------|
| 11 septembre 2008 | M ^{lle} BOELDIEU Dorine | Paris-La Villette |
|-------------------|----------------------------------|-------------------|

| | | |
|-------------------|------------------|-------------------|
| 30 septembre 2008 | M. DEKHILI Selim | Paris-La Villette |
|-------------------|------------------|-------------------|

Juillet 2009

| | | |
|----------------|----------------------|-------------------|
| 7 juillet 2009 | M. BOYADGIAN Jonatan | Paris-La Villette |
|----------------|----------------------|-------------------|

Septembre 2009

| | | |
|-------------------|------------------------------|-------------------|
| 30 septembre 2009 | M ^{lle} DARY Hélène | Paris-La Villette |
|-------------------|------------------------------|-------------------|

Juillet 2010

| | | |
|----------------|------------------------------------|-------|
| 2 juillet 2010 | M ^{lle} DELVAL Clémentine | Lille |
|----------------|------------------------------------|-------|

| | | |
|----------------|----------------------|-------|
| 2 juillet 2010 | M. POIRIER Sébastien | Lille |
|----------------|----------------------|-------|

Septembre 2010

| | | |
|-------------------|---------------------------------|-------------------|
| 30 septembre 2010 | M ^{lle} GRANGER Louise | Paris-La Villette |
|-------------------|---------------------------------|-------------------|

| | | |
|-------------------|-------------------|-------------------|
| 30 septembre 2010 | M. HAMROUNI Amine | Paris-La Villette |
|-------------------|-------------------|-------------------|

| | | |
|-------------------|-------------------------------|-------------------|
| 30 septembre 2010 | M ^{lle} JARRIGE Emma | Paris-La Villette |
|-------------------|-------------------------------|-------------------|

| | | |
|-------------------|---------------------|-------------------|
| 30 septembre 2010 | M. LE DUIGOU Cédric | Paris-La Villette |
|-------------------|---------------------|-------------------|

| | | |
|-------------------|--------------------|-------------------|
| 30 septembre 2010 | M. LEROY Théophile | Paris-La Villette |
|-------------------|--------------------|-------------------|

Novembre 2010

| | | |
|------------------|-------------------|-------------------|
| 20 novembre 2010 | M. TABARD Olivier | Paris-La Villette |
|------------------|-------------------|-------------------|

Février 2011

| | | |
|----------------|-----------------------------|-------|
| 8 février 2011 | M ^{lle} NOEL Marie | Lille |
|----------------|-----------------------------|-------|

| | | |
|----------------|---------------------------------|-------|
| 8 février 2011 | M ^{lle} THOMAS Morgane | Lille |
|----------------|---------------------------------|-------|

| | | |
|----------------|-------------------|-------|
| 9 février 2011 | M. BOISSE Edouard | Lille |
|----------------|-------------------|-------|

Mars 2011

| | | |
|--------------|-----------------------------------|-------------------|
| 24 mars 2011 | M ^{lle} LUCBERT Cyrielle | Paris-La Villette |
|--------------|-----------------------------------|-------------------|

Mai 2011

| | | |
|------------|------------------|-------|
| 2 mai 2011 | M. COSMAN Julien | Lille |
|------------|------------------|-------|

Juin 2011

| | | |
|-------------|-----------------|-------------------|
| 7 juin 2011 | M. SUN Guangkuo | Paris-La Villette |
|-------------|-----------------|-------------------|

| | | |
|--------------|--------------------|-----------------|
| 16 juin 2011 | M. ANASTAS Youssef | Marne-la-Vallée |
|--------------|--------------------|-----------------|

| | | |
|--------------|--------------------|-----------------|
| 16 juin 2011 | M. BENET Guillaume | Marne-la-Vallée |
|--------------|--------------------|-----------------|

| | | |
|--------------|-----------------|-----------------|
| 16 juin 2011 | M. BRAVOT Terry | Marne-la-Vallée |
|--------------|-----------------|-----------------|

| | | |
|--------------|--|-----------------|
| 16 juin 2011 | M ^{lle} DE JACQUELOT DU BOISROUVRAY Véronique | Marne-la-Vallée |
|--------------|--|-----------------|

| | | |
|--------------|--------------------------------------|-------------------|
| 16 juin 2011 | M ^{lle} GILLET Margaux | Marne-la-Vallée |
| 16 juin 2011 | M ^{lle} LANGLOIS Laura | Marne-la-Vallée |
| 16 juin 2011 | M ^{lle} MARCHAND Flora | Paris-La Villette |
| 16 juin 2011 | M ^{lle} MORIN Mélanie | Marne-la-Vallée |
| 16 juin 2011 | M ^{lle} MORNET Amandine | Marne-la-Vallée |
| 16 juin 2011 | M ^{lle} POIRIER Guillemette | Marne-la-Vallée |
| 16 juin 2011 | M. RIOU Edouard | Marne-la-Vallée |
| 16 juin 2011 | M ^{lle} ROWENCZYN Laurie | Marne-la-Vallée |

Juillet 2011

| | | |
|------------------------------|---|-------------------|
| 1 ^{er} juillet 2011 | M ^{lle} LEE Hyae Seong | Paris-La Villette |
| 4 juillet 2011 | M ^{lle} AGUS Noemi | Paris-Belleville |
| 4 juillet 2011 | M ^{lle} ARHIE Maylis | Paris-Belleville |
| 4 juillet 2011 | M ^{lle} BESSON Hélène | Paris-Belleville |
| 4 juillet 2011 | M. CARDENAS IRULEGUI Jorge | Paris-Belleville |
| 4 juillet 2011 | M ^{lle} CAUCHY Morgane | Paris-Belleville |
| 4 juillet 2011 | M. DUSUZEAU Ludovic | Paris-Belleville |
| 4 juillet 2011 | M ^{lle} ETIENNE Pauline | Paris-Belleville |
| 4 juillet 2011 | M. GERARD BENDELE Pierre | Paris-Belleville |
| 4 juillet 2011 | M ^{lle} GUILLARD Pauline | Paris-Belleville |
| 4 juillet 2011 | M ^{lle} HUGUENIN DEZOT Maxence | Paris-Belleville |
| 4 juillet 2011 | M. LELONG Stéphane | Paris-Belleville |
| 4 juillet 2011 | M. PERDRISOT Raphaël | Paris-Belleville |
| 4 juillet 2011 | M ^{lle} PORTE Claire | Paris-Belleville |
| 4 juillet 2011 | M. THIERRY Etienne | Paris-Belleville |
| 4 juillet 2011 | M ^{lle} WINCKLER Léa | Paris-Belleville |
| 5 juillet 2011 | M. ALÈGRE Romain | Paris-La Villette |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} ATLAN Olivia | Paris-La Villette |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} BARBRY Lise | Paris-La Villette |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} BEHAGHEL Gratiane | Paris-Belleville |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} BERINGUER Laure | Paris-Belleville |
| 5 juillet 2011 | M. BLEMAND Cédric | Paris-La Villette |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} BRETON Claire | Paris-Belleville |
| 5 juillet 2011 | M. BURGEAT Raphaël | Paris-Belleville |
| 5 juillet 2011 | M. CALAME Pierre | Paris-Belleville |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} CARBONELL Maria | Paris-La Villette |
| 5 juillet 2011 | M. CAVALLARO Jean Pascal | Paris-Belleville |
| 5 juillet 2011 | M. CHIRON Thibaut | Paris-Belleville |
| 5 juillet 2011 | M. CONDUZORGUES Romain | Paris-Belleville |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} COSTECALDE Fanny | Paris-Belleville |
| 5 juillet 2011 | M. COURTOIS Franck | Paris-Belleville |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} DA SILVA GONCALVES Stéphanie | Paris-La Villette |
| 5 juillet 2011 | M. DARAN Tanguy | Paris-La Villette |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} DEGOUYS Estelle | Paris-La Villette |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} DELAMARE Séverine | Paris-Belleville |
| 5 juillet 2011 | M. DJEDDI Ammar | Paris-Belleville |

| | | |
|----------------|---|-------------------|
| 5 juillet 2011 | M. FRANÇOIS Baptiste | Paris-Belleville |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} GOCOUL Sylviane | Paris-Belleville |
| 5 juillet 2011 | M. GUILLOUX Emmanuel | Paris-Belleville |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} HUET D'ARLON DE FROBERVILLE Marine | Paris-La Villette |
| 5 juillet 2011 | M. JACQUEMIN FOUDRAT Simon | Paris-Belleville |
| 5 juillet 2011 | M. JOYE Grégory | Paris-Belleville |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} KHARCHAFI Rita | Paris-Belleville |
| 5 juillet 2011 | M. LAROUSSINIE Matthieu | Paris-Belleville |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} LASVACAS-CORONAS Amandine | Paris-La Villette |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} LEPOT Delphine | Paris-Belleville |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} LOYO MENOYO Virginia | Paris-La Villette |
| 5 juillet 2011 | M. MAENO Antonin | Paris-Belleville |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} MANETTA Daphné | Paris-La Villette |
| 5 juillet 2011 | M. MANSON Jonathan | Paris-Belleville |
| 5 juillet 2011 | M. MARTINEZ Guillaume | Paris-Belleville |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} MARTINONI Lise | Paris-La Villette |
| 5 juillet 2011 | M. MARTINS Michel | Paris-Belleville |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} MARTY Agathe | Paris-Belleville |
| 5 juillet 2011 | M. MAZIERE Baptiste | Paris-La Villette |
| 5 juillet 2011 | M. MELLET Romain | Paris-Belleville |
| 5 juillet 2011 | M. NEVEU Arnaud | Paris-La Villette |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} NORBERT Bénédicte | Paris-La Villette |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} PANTOU Amandine | Paris-La Villette |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} PARCOLLET Pauline | Paris-Belleville |
| 5 juillet 2011 | M. PASQUIER Sylvain | Paris-La Villette |
| 5 juillet 2011 | M. PINSON Lucas | Paris-La Villette |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} PUIG Gabriela | Paris-Belleville |
| 5 juillet 2011 | M. ROCHETTE Matthieu | Paris-Belleville |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} SIMON Flore | Paris-La Villette |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} TOUZET Roxane | Paris-Belleville |
| 5 juillet 2011 | M. VAN PETEGHEM Arthur | Paris-Belleville |
| 6 juillet 2011 | M. ANTOINE Pierre-Dominique | Paris-Belleville |
| 6 juillet 2011 | M. AOSHIMA Keita | Paris-Belleville |
| 6 juillet 2011 | M. ARMAND Romain | Paris-Belleville |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} AVILES ACOSTA Daniella | Paris-Belleville |
| 6 juillet 2011 | M. BEN MILED Yassine | Paris-Belleville |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} BENAIS Audrey | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} BERRA Céline | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M. BONDON Christopher Wilfrid | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} BRANGE Leslie | Paris-Belleville |
| 6 juillet 2011 | M. BROCHET Pierre-Edouard | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} CAO Rui | Paris-Belleville |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} CHAUVEAU Flore | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} CHUDZINSKI Lucie | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} CLEMENT Hélène | Bordeaux |

| | | |
|----------------|--|-------------------|
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} COLLET Noémie | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} COLOMBIER Virginie | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} CONSTANTIN Audrey | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} COQ Noémie | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} DE DIEULEVEULT Yseult | Paris-Belleville |
| 6 juillet 2011 | M. DE UNA GOMEZ Roberto Jose | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} DEHEZ Joy | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M. DOS SANTOS Samuel | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} DRANCOURT Sihame | Paris-Belleville |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} DUPIN Marianne | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} EYQUEM Audrey | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} FIGAROL Charlotte | Paris-Belleville |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} GAUCHET Clémence | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M. GILLON Ludovic | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} GIRARD Angela | Paris-Belleville |
| 6 juillet 2011 | M. GIRARD Stéphane | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} GRETTER Anaïs | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M. GRUJARD Matthieu | Paris-Belleville |
| 6 juillet 2011 | M. GUILLAUME Sylvain | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M. HARDOIN Michel | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M. HE Zhijie | Paris-Belleville |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} HERAUD Léa | Paris-Belleville |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} HOBSON Léa | Paris-Belleville |
| 6 juillet 2011 | M. KIM Junkwang | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} KIM Suebin | Paris-Belleville |
| 6 juillet 2011 | M. LAKHDAR Omar | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M. MAHADOO Vikesh | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} MARCHES Amandine | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} MICHAUD Aline | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} MORETTI Mélodie | Paris-Belleville |
| 6 juillet 2011 | M. PAIK Seung Wook | Paris-Belleville |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} PATRICIU Maria | Paris-Belleville |
| 6 juillet 2011 | M. PETIT Alexandre | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} PION Fabiana | Paris-Belleville |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} POMMIER Julie | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M. RATURAT Samuel | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M. SAUNIER-COURT Matthieu | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} SCARIOT Sabine | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} SYTY Muriel | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} THINAT Mathilde | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} TIXIER Marine | Bordeaux |
| 6 juillet 2011 | M. TOUBANOS Dimitri | Paris-Belleville |
| 6 juillet 2011 | M. VAN PEENE Matthieu | Paris-Belleville |
| 6 juillet 2011 | M. VIDARD Florian | Bordeaux |
| 7 juillet 2011 | M ^{me} AÏSBIH Aïcha (ép. EL BAHAOU) | Paris-La Villette |

| | | |
|----------------|--|-------------------|
| 7 juillet 2011 | M ^{lle} ALVIANI Anne-Laure | Lille |
| 7 juillet 2011 | M ^{lle} BIDAUD Camille | Paris-Belleville |
| 7 juillet 2011 | M. BLANCHARD Tanguy | Paris-La Villette |
| 7 juillet 2011 | M. CAILLIAU Edouard | Lille |
| 7 juillet 2011 | M ^{lle} CHARLES-JULIE Eloïse | Paris-La Villette |
| 7 juillet 2011 | M ^{lle} CIRAUDO Eva | Lille |
| 7 juillet 2011 | M. DELATTRE Adrien | Lille |
| 7 juillet 2011 | M. DESCAMPS Joseph | Lille |
| 7 juillet 2011 | M ^{lle} DUGRAIN Cécile | Lille |
| 7 juillet 2011 | M. DUMEIGE Thomas | Lille |
| 7 juillet 2011 | M. DUTOIT Michel | Lille |
| 7 juillet 2011 | M ^{lle} FERNANDES Laura | Paris-Belleville |
| 7 juillet 2011 | M ^{lle} FRERE Julie | Lille |
| 7 juillet 2011 | M ^{lle} GAUDIN Carole | Lille |
| 7 juillet 2011 | M. GENIE Thibault | Lille |
| 7 juillet 2011 | M ^{lle} GILLES Cécile | Lille |
| 7 juillet 2011 | M ^{lle} HARITON Alexandra | Paris-La Villette |
| 7 juillet 2011 | M. KIM Young Su | Paris-Belleville |
| 7 juillet 2011 | M. LASCAUX Constant | Paris-Belleville |
| 7 juillet 2011 | M ^{lle} LE CROM Maïlys | Lille |
| 7 juillet 2011 | M ^{lle} LENGARE Sarah | Lille |
| 7 juillet 2011 | M ^{lle} LIANG Rui | Paris-Belleville |
| 7 juillet 2011 | M ^{lle} MALPAUX Claire | Lille |
| 7 juillet 2011 | M. MICHE Florian | Lille |
| 7 juillet 2011 | M ^{lle} MILLON Angèle | Lille |
| 7 juillet 2011 | M. MONTONATI Eddy | Paris-Belleville |
| 7 juillet 2011 | M ^{lle} MOULTI Salima | Paris-La Villette |
| 7 juillet 2011 | M. MULLER Antoine | Lille |
| 7 juillet 2011 | M. NGUYEN HOANG Khoa | Paris-Belleville |
| 7 juillet 2011 | M. OBERDOERFFER Grégoire | Paris-Belleville |
| 7 juillet 2011 | M. PACADZIEV Bojan | Lille |
| 7 juillet 2011 | M. PARK Jin-Young | Paris-Belleville |
| 7 juillet 2011 | M. PERNELLE David | Paris-Belleville |
| 7 juillet 2011 | M ^{lle} PERSON Daphné | Paris-Belleville |
| 7 juillet 2011 | M ^{lle} PETITON Marie-Alice | Lille |
| 7 juillet 2011 | M ^{lle} PLANCON Justine | Lille |
| 7 juillet 2011 | M ^{lle} PRINET Claire | Paris-Belleville |
| 7 juillet 2011 | M ^{me} RINCON TRUJILLO Ruby Angela (ép. HAUTREUX) | Paris-La Villette |
| 7 juillet 2011 | M. ROUSSEAU Albin | Paris-Belleville |
| 7 juillet 2011 | M ^{lle} SCALABRINI Sandrine | Lille |
| 7 juillet 2011 | M. SCHOUMACHER Julien | Lille |
| 7 juillet 2011 | M. SPRENGER Guillaume | Paris-Belleville |
| 7 juillet 2011 | M. TIBERGHIE Thomas | Lille |
| 7 juillet 2011 | M. TRAN Minh Hieu | Paris-La Villette |
| 7 juillet 2011 | M. URMASU Denis | Lille |

| | | |
|-----------------|---|-------------------|
| 7 juillet 2011 | M ^{lle} VAESKEN Ophélie | Lille |
| 7 juillet 2011 | M ^{lle} VANDROMME Louise | Lille |
| 7 juillet 2011 | M ^{lle} VANHOECKE Florine | Lille |
| 7 juillet 2011 | M. WILMOT Valentin | Lille |
| 7 juillet 2011 | M. ZOGARH Moad | Lille |
| 8 juillet 2011 | M. AMAT Thibaut | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M ^{lle} BATIER Cécile | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M. BENAZZOUZ Ali | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M ^{lle} BIRAUD Aurélie | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M ^{lle} BLACHE Aurore | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M ^{lle} BLANCHARDON Alexia | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M. BLUTEAU David | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M. CANAUD Loïc | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M ^{lle} CELIK Goknil | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M ^{me} CHAMBON Nadine (ép. FAYARD) | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M ^{lle} CRETIN Ingrid | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M ^{lle} DAHL Tandi Reason | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M. EIND Ken | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M ^{lle} ELGOYHEN Emma | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M ^{lle} GELY Lauriane | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M ^{lle} GOBIN Marilyn | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M ^{lle} HAMBERT Elsa | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M ^{lle} KARIMI GOLPAYEGANI Neguine | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M ^{lle} LAURENT Pascaline | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M. LY Tri Toan | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M ^{lle} MAI NGUYEN Nha an | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M ^{lle} MOY DE LACROIX Roxane | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M. NAIKEN Even | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M ^{lle} OGNARD Laetitia | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M ^{lle} OLOGBI Bilikissou | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M ^{lle} PAGANO Christelle | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M ^{lle} PICHON Laura | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M ^{lle} PIRO Sarah | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M. PRADERE Thomas | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M ^{lle} RICQ Juliette | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M ^{lle} SAKERWICZ BOMPART Mélanie | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M ^{lle} SOHY Aurélie | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M. TEBBAKHA Fateh | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M ^{lle} TRIADOU Ludivine | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M ^{lle} VALAT Christel | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M ^{lle} VANNIER Anne Claire | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M ^{lle} VAUCELLE Floriane | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M. WAGENHEIM Nicolas | Montpellier |
| 8 juillet 2011 | M ^{lle} WELSCH Eline | Montpellier |
| 18 juillet 2011 | M. GORCEA Razvan George | Paris-La Villette |

Liste des architectes diplômés d'État ayant obtenu l'habilitation à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en leur nom propre (Lot 11X).

Mai 2010

26 mai 2010 M^{lle} GONCALVES Véronique Paris-Val de Seine

Septembre 2010

28 septembre 2010 M^{lle} BEAUQUESNE Perrine Lille

28 septembre 2010 M^{lle} BERTRAND Marion Lille

28 septembre 2010 M^{lle} DEBROCK Solveig Lille

28 septembre 2010 M^{lle} DELAHAYE Caroline Lille

28 septembre 2010 M. DELEERSNYDER Jean-Vianney Lille

28 septembre 2010 M^{lle} DEVOGHELAERE Emilie Lille

28 septembre 2010 M^{lle} MOURIER Camille Lille

28 septembre 2010 M^{lle} NGUYEN Sylvie Lille

29 septembre 2010 M^{lle} BEDU Claire Lille

29 septembre 2010 M. BERTHELEME Yannick Lille

29 septembre 2010 M^{lle} BLONDIN Agnès Lille

Avril 2011

4 avril 2011 M. BELTRAN Jacques Montpellier

4 avril 2011 M. BERTOLOTTO Frédéric Montpellier

4 avril 2011 M. BESOMBES Fabien Montpellier

4 avril 2011 M. BOVIS Jonathan Montpellier

4 avril 2011 M. CARASSO Renaud Montpellier

4 avril 2011 M. CASTETS Michael Montpellier

4 avril 2011 M. CHARLES Ludovic Montpellier

4 avril 2011 M. CHOUKROUN Jérémie Montpellier

4 avril 2011 M. CLIGNY David Montpellier

4 avril 2011 M^{lle} DESCAMP Marine Montpellier

4 avril 2011 M^{lle} DUPIN Marion Montpellier

4 avril 2011 M. GANICHOT Frédéric Montpellier

4 avril 2011 M. GHAWAM Mouhcine Montpellier

4 avril 2011 M^{lle} HABARY Maude Montpellier

4 avril 2011 M. JUZON Robin Montpellier

4 avril 2011 M^{me} LAMMENS Myriam (ép. WILLOCQ) Montpellier

4 avril 2011 M^{lle} LOF Alexandra Montpellier

4 avril 2011 M^{lle} MAZOYER Agnès Montpellier

4 avril 2011 M^{lle} OLIVARES Sophie Montpellier

4 avril 2011 M^{lle} PRUDENT Jordane Montpellier

4 avril 2011 M. RAHMOUN Djamel Montpellier

4 avril 2011 M. RAMELLI Jonathan Montpellier

4 avril 2011 M. RAULT Baudouin Montpellier

4 avril 2011 M. SCOTT OLDFIELD Dominic Montpellier

4 avril 2011 M^{lle} SERMENT Marie Hélène Montpellier

4 avril 2011 M^{lle} THERIAS Mathilde Montpellier

4 avril 2011 M. TRIPIER MONDANCIN Jérémy Montpellier

4 avril 2011 M^{lle} TUSCH Hélène Montpellier

4 avril 2011 M. VILLENAVE Stéphane Montpellier

Juin 2011

| | | |
|--------------|-----------------------------------|-----------------|
| 27 juin 2011 | M ^{lle} DAVID Leslie | Marne-la-Vallée |
| 27 juin 2011 | M. DELAUNAY Jérôme | Marne-la-Vallée |
| 27 juin 2011 | M. DEVILLERS Antoine | Marne-la-Vallée |
| 27 juin 2011 | M ^{lle} FILIPPI Estelle | Marne-la-Vallée |
| 27 juin 2011 | M. GIMENEZ Vivien | Marne-la-Vallée |
| 27 juin 2011 | M. ROBUCHON Bertrand | Marne-la-Vallée |
| 28 juin 2011 | M ^{lle} KORRANI Shahrzad | Marne-la-Vallée |
| 28 juin 2011 | M. QUATREPOINT Emmanuel | Marne-la-Vallée |
| 28 juin 2011 | M ^{lle} RUELLE Elise | Marne-la-Vallée |
| 29 juin 2011 | M. CANTARDJIAN Guillaume | Marne-la-Vallée |
| 29 juin 2011 | M ^{lle} COHEN Sarah | Marne-la-Vallée |
| 29 juin 2011 | M. DUBOR Alexandre | Marne-la-Vallée |
| 29 juin 2011 | M. GAUDIN Alexandre | Marne-la-Vallée |
| 29 juin 2011 | M ^{lle} VANCSEA Timéa | Marne-la-Vallée |
| 30 juin 2011 | M. ENON David | Marne-la-Vallée |
| 30 juin 2011 | M ^{lle} ROQUETA Adèle | Marne-la-Vallée |

Juillet 2011

| | | |
|----------------|--|-----------|
| 4 juillet 2011 | M ^{lle} BOSSERAY Delphine | Normandie |
| 4 juillet 2011 | M. BRANELLEC Mathieu | Normandie |
| 4 juillet 2011 | M. CALENTIER Loïc | Normandie |
| 4 juillet 2011 | M. CIBOIS Guillaume | Normandie |
| 4 juillet 2011 | M ^{lle} EL MESSAOUDI Fatima-Ezzohra | Normandie |
| 4 juillet 2011 | M. FOLLAIN Charles | Normandie |
| 4 juillet 2011 | M ^{lle} GENET Mélissa | Normandie |
| 4 juillet 2011 | M. GONNET Pierre | Normandie |
| 4 juillet 2011 | M. GOUTEUX Max | Normandie |
| 4 juillet 2011 | M. HERNANDEZ Rafael | Normandie |
| 4 juillet 2011 | M. JACQUES Guillaume | Normandie |
| 4 juillet 2011 | M. JENNEQUIN Thomas | Normandie |
| 4 juillet 2011 | M ^{lle} JOUY Johanne | Normandie |
| 4 juillet 2011 | M ^{lle} LABBE Clotilde | Normandie |
| 4 juillet 2011 | M ^{lle} PICARD Laure | Normandie |
| 4 juillet 2011 | M. SMADJA Martin | Normandie |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} BROTHIER Anne-Laure | Normandie |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} FILLEUL Pauline | Normandie |
| 5 juillet 2011 | M. GARNAVAULT Damien | Normandie |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} GENEREUX Juliane | Normandie |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} JACQUEMIN Mathilde | Normandie |
| 5 juillet 2011 | M. LAFRESIERE Sébastien | Normandie |
| 5 juillet 2011 | M. LANSE Guillaume | Normandie |
| 5 juillet 2011 | M. LE METAYER Yann | Normandie |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} LEVASSEUR Lilia | Normandie |
| 5 juillet 2011 | M. MERCERON Julien | Normandie |
| 5 juillet 2011 | M. POISBLAUD Timothée | Normandie |

| | | |
|----------------|---|-----------|
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} QUIGNON Marie-Alexandra | Normandie |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} RUIZ RODRIGUEZ Francis-Lisette | Normandie |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} THURET Audrey | Normandie |
| 5 juillet 2011 | M. VIARD Geoffrey | Normandie |

Liste des étudiants ayant obtenu le diplôme de paysagiste DPLG (ENSAP Lille) (Lot 11Y).

Juillet 2011

| | | |
|----------------|-----------------------------------|-------|
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} BOURDON Marie | Lille |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} BRUN Célia | Lille |
| 5 juillet 2011 | M. DELMAS Mathieu | Lille |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} DUHAIL Mylène | Lille |
| 5 juillet 2011 | M. DUPONT Jeroen | Lille |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} GUERIN Noémie | Lille |
| 5 juillet 2011 | M. LAFOLIE Yann | Lille |
| 5 juillet 2011 | M. MAIGUES Dorian | Lille |
| 5 juillet 2011 | M ^{lle} ZENS Valérie | Lille |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} CHIROL Julie | Lille |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} GAYOU Aline | Lille |
| 6 juillet 2011 | M. GOISET Romain | Lille |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} NICOLAÏ Clémence | Lille |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} NOYEL Aurélie | Lille |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} ORAND Marlene | Lille |
| 6 juillet 2011 | M ^{lle} PEREZ Béatrice | Lille |

Liste des étudiants ayant obtenu le diplôme d'architecte diplômé par le Gouvernement (Lot 11Z).

Septembre 1989

| | | |
|-------------------|--------------------------------------|----------------|
| 29 septembre 1989 | M ^{lle} POULIQUEN Nari Naïg | Paris-Villemin |
|-------------------|--------------------------------------|----------------|

Juin 2001

| | | |
|--------------|----------------------|--------------------|
| 26 juin 2001 | M. BASEILHAC Mathieu | Paris-Val de Seine |
|--------------|----------------------|--------------------|

Juin 2007

| | | |
|--------------|-------------------------|-------------|
| 26 juin 2007 | M. MICHEL Vincent | Montpellier |
| 26 juin 2007 | M. PASTOR Jean-François | Montpellier |
| 29 juin 2007 | M. GUERCHON Eric | Montpellier |

Décembre 2007

| | | |
|-----------------|---|-------------|
| 3 décembre 2007 | M. FERAUD Laurent | Montpellier |
| 3 décembre 2007 | M. MUNOZ Jean-Luc | Montpellier |
| 3 décembre 2007 | M. RIZZA Nicolas | Montpellier |
| 4 décembre 2007 | M ^{me} HENAFF Sylvie (ép. MERIC) | Montpellier |
| 5 décembre 2007 | M. GOAVEC Stéphane | Montpellier |
| 6 décembre 2007 | M. IUNG Marc | Montpellier |

Bulletin officiel



Coupon d'abonnement (1)

Nom, prénom :
(ou service destinataire)

Pour un renouvellement, n° d'abonné :

Adresse complète :

Adresse de livraison (si différente) :

Téléphone :

Profession (2) :

Nombre d'abonnements souhaités : x 50€ = pour l'année

Date et signature (3).

(1) À retourner au ministère de la Culture et de la Communication, SG, Centre de documentation juridique et administrative, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Le règlement établi à l'ordre du régisseur d'avances et de recettes du ministère de la Culture et de la Communication est à envoyer au ministère de la Culture et de la Communication, SG, Bureau du fonctionnement des services, M^{me} Christine Sosson, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur et griffe de l'établissement.